



LA GENEVE INTERNATIONALE IMPACT SUR L'ECONOMIE GENEVOISE ET REGIONALE

Délia Nilles
Dyai Conde

Janvier 2015

Unil
UNIL | Université de Lausanne
HEC Lausanne

CRÉA Institut de
macroéconomie
appliquée

LA GENÈVE INTERNATIONALE
IMPACT SUR L'ÉCONOMIE GENEVOISE ET RÉGIONALE

Délia Nilles
Dyai Conde

Janvier 2015

TABLE DES MATIÈRES

Chiffres-clé	i-vii
Introduction	1
Les multinationales	4
Domaines d'activité	4
Impacts direct, indirect, induit et total	10
Impact direct	10
Secteur secondaire	14
Secteur tertiaire	15
Impact indirect	18
Impact indirect via les salaires	19
Impact indirect via les consommations intermédiaires	24
Impact indirect total	26
Impact induit	27
Impact total	28
Impôts	31
Impôts directs	31
Impôts sur les personnes physiques	31
Impôts sur les personnes morales	32
Impôts indirects	33
Impôts totaux	35
Le secteur international public	36
Les organisations internationales à Genève	36
Organisations internationales	36
Missions permanentes et organisations internationales non gouvernementales	39
Impacts direct, indirect, induit et total	40
Impact direct	40
Impact indirect, induit et total	43
Impôts	45
Annexe 1 : Répartition des multinationales selon NOGA 2008	46
Annexe 2 : Valeur ajoutée et PIB	48

Remarque préliminaire

Dans le cadre de la recherche commandée par la Fondation pour Genève aux Universités de Genève et de Lausanne, à l'EPFL et à l'IHEID sur l'impact de la composante internationale établie à Genève sur le canton de Genève et sa région, un questionnaire a été envoyé aux multinationales et organisations internationales englobant également des questions pour la présente étude. N'ayant malheureusement pas pu obtenir les données nécessaires aux divers calculs, la plupart de nos estimations ont été faites à travers des méthodes indirectes, avec leurs hypothèses sous-jacentes.

Chiffres-clé

Multinationales

Nombre et emplois

étrangères :	754 établissements (3,5% du total cantonal)
	46'096 emplois (16,7% du total cantonal)
suisses :	177 établissements (0,8% du total cantonal)
	30'081 emplois (11% du total cantonal)
ensemble :	931 établissements (4,3% du total cantonal)
	76'177 emplois (27,7% du total cantonal)

Taille moyenne

étrangères :	61 emplois par établissement
suisses :	170 emplois par établissement
ensemble :	82 emplois par établissement

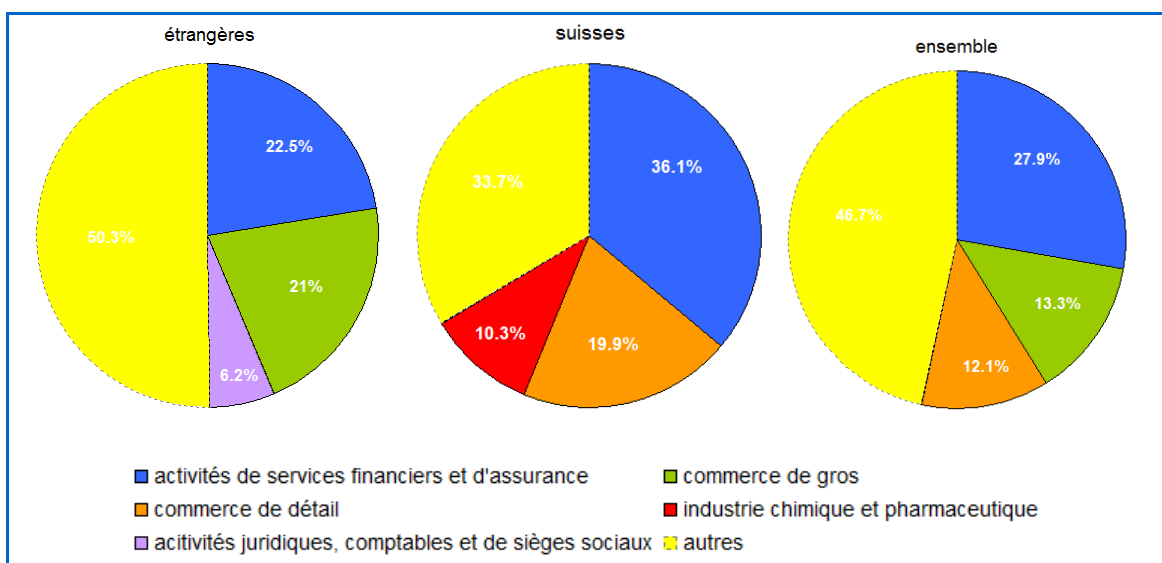
Domaines d'activité

Les multinationales sont majoritairement présentes dans le secteur tertiaire :

étrangères :	93% des établissements dans le secteur tertiaire
suisses :	83,6% des établissements dans le secteur tertiaire
ensemble :	91,2% des établissements dans le secteur tertiaire

52,7% des emplois de l'ensemble des multinationales se trouvent dans les services à forte intensité de connaissances (50,6% pour les multinationales étrangères et 55,9% pour les multinationales suisses).

Les trois domaines prépondérants en termes d'emplois :



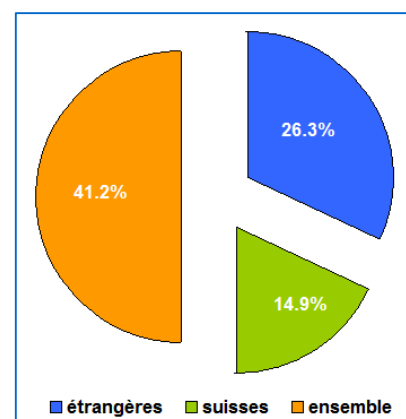
Impact direct

Valeur ajoutée

- étrangères : 12,4 milliards
- 38,1% dans le commerce de gros
 - 34,8% dans les activités de services financiers et d'assurance
 - 4,3% dans l'horlogerie et les instruments de précision
- suisses : 7 milliards
- 61,2% dans les activités de services financiers et d'assurance
 - 8,9% dans le commerce de détail
 - 8,4% dans l'industrie chimique et pharmaceutique
- ensemble : 19,4 milliards
- 44,4% dans les activités de services financiers et d'assurance
 - 25,6% dans le commerce de gros
 - 5% dans le commerce de détail

Contribution à la valeur ajoutée cantonale

- étrangères : 26,3%
- 28,6% dans le secteur tertiaire
 - 12,7% dans le secteur secondaire
- suisses : 14,9%
- 14,9% dans le secteur tertiaire
 - 15,1% dans le secteur secondaire
- ensemble : 41,2%
- 43,5% dans le secteur tertiaire
 - 27,8% dans le secteur secondaire



Valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps

La structure d'activité différente entre les multinationales étrangères et suisses explique les écarts entre les valeurs ajoutées par emploi en équivalents plein temps :

étrangères :	289'885
suisses :	248'251
ensemble :	277'556

Impact indirect

Si par définition l'impact direct se réfère à l'économie cantonale, l'impact indirect se diffuse dans la région.

Valeur ajoutée

	étrangères	suisses	ensemble
total (millions)	3'464	2'288	5'752
<i>en % de l'impact direct</i>	28.0	32.5	29.6
- sur Genève	2'925	1'966	4'891
<i>en % du total genevois</i>	6.5	4.4	10.9
- sur Vaud	189	119	308
<i>en % du total vaudois</i>	0.4	0.3	0.7
- sur France voisine	351	203	554
<i>en % du total régional</i>	0.1	0.1	0.2

Emplois en équivalents plein temps

	étrangères	suisses	ensemble
total	24'939	16'391	41'330
<i>en % de l'impact direct</i>	58.4	60.1	59.1
- sur Genève	20'553	13'768	34'321
<i>en % du total genevois</i>	8.6	5.8	14.4
- sur Vaud	1'545	978	2'523
<i>en % du total vaudois</i>	0.6	0.4	0.9
- sur France voisine	2'841	1'645	4'486
<i>en % du total régional</i>	0.1	0.1	0.2

Impact induit

L'impact induit résulte d'une chaîne de dépenses successives engendrées par les impacts direct et indirect.

Valeur ajoutée

	étrangères	suisses	ensemble
total (millions)	2'957	1'971	4'927
<i>en % de l'impact direct</i>	23.9	28.0	25.4
- sur Genève	2'526	1'698	4'224
<i>en % du total genevois</i>	5.6	3.8	9.4
- sur Vaud	161	103	264
<i>en % du total vaudois</i>	0.4	0.2	0.6
- sur France voisine	270	170	440
<i>en % du total régional</i>	0.1	0.1	0.2

Emplois en équivalents plein temps

	étrangères	suisses	ensemble
total	21'244	14'154	35'398
<i>en % de l'impact direct</i>	49.7	51.9	50.6
- sur Genève	17'968	12'077	30'046
<i>en % du total genevois</i>	7.5	5.1	12.6
- sur Vaud	1'103	710	1'813
<i>en % du total vaudois</i>	0.4	0.3	0.7
- sur France voisine	2'173	1'366	3'539
<i>en % du total régional</i>	0.1	0.1	0.2

Impact total

L'addition des impacts direct, indirect et induit donne l'impact total, soit en termes de valeur ajoutée, soit en termes d'emplois en équivalents plein temps.

Valeur ajoutée

	étrangères		suisses		ensemble	
total (millions)	18'799		11'302		30'101	
- sur Genève	17'830	94.8%	10'706	94.7%	28'536	94.8%
- sur Vaud	349	1.9%	222	2.0%	572	1.9%
- sur France voisine	621	3.3%	373	3.3%	993	3.3%

Emplois en équivalents plein temps

	étrangères		suisses		ensemble	
total	88'885		57'815		146'700	
- sur Genève	81'224	91.4%	53'116	91.9%	134'340	91.6%
- sur Vaud	2'648	3.0%	1'688	2.9%	4'336	2.3%
- sur France voisine	5'013	5.6%	3'011	5.2%	8'025	5.5%

Multiplicateur de l'emploi

Le multiplicateur de l'emploi ne peut être calculé que pour l'économie genevoise. Il est de 1,9, ce qui signifie qu'à un emploi dans les multinationales est associé grosso modo un autre emploi dans le reste de l'économie genevoise.

Impôts

Impôts ICC sur les personnes physiques et morales

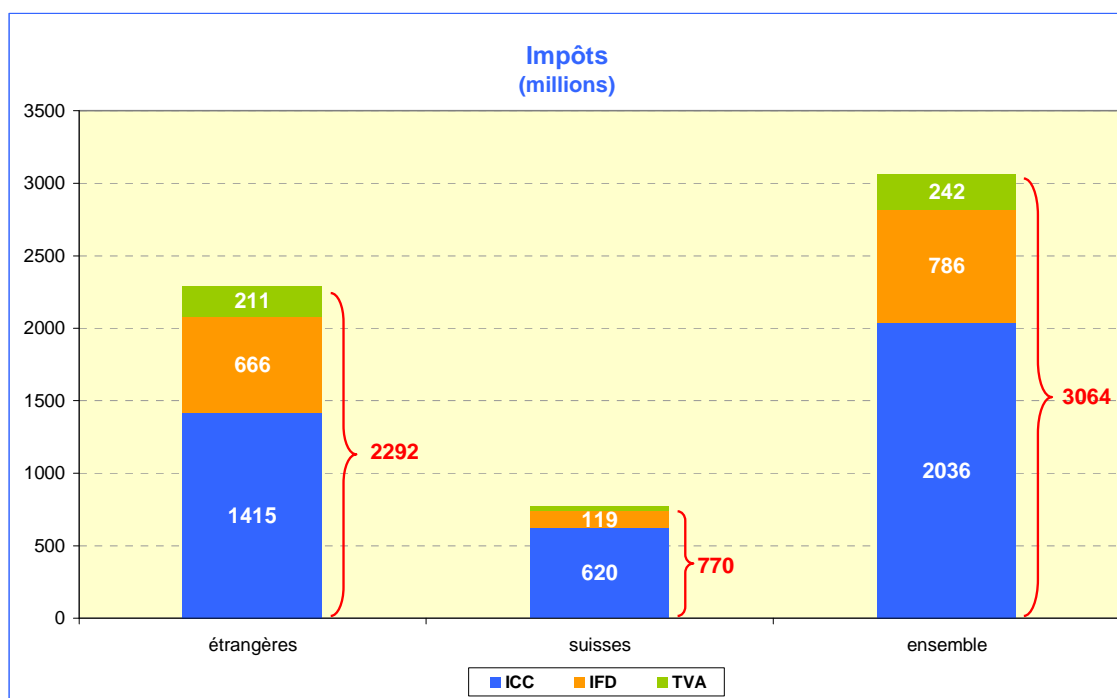
étrangères : 1'415 millions (23% du total des recettes fiscales cantonales)
 suisses : 620 millions (10,1% du total des recettes fiscales cantonales)
 ensemble : 2'036 millions (33,1% du total des recettes fiscales cantonales)

IFD

étrangères : 666 millions (3,8% de l'IFD total au niveau national)
 suisses : 119 millions (0,7% de l'IFD total au niveau national)
 ensemble : 786 millions (4,5% de l'IFD total au niveau national)

TVA

étrangères : 211 millions (1% du total de la TVA au niveau national)
 suisses : 31 millions (0,2% du total de la TVA au niveau national)
 ensemble : 242 millions (1,2% du total de la TVA au niveau national)



Secteur international public

Impact direct

Emplois en équivalents plein temps

19'673 emplois en équivalents plein temps

13'879 pour les organisations internationales

3'328 pour les missions permanentes

2'466 pour les organisations internationales non gouvernementales

Valeur ajoutée

4,3 milliards de valeur ajoutée, ce qui est l'équivalent de 9,5% du PIB genevois. Ce dernier est par définition calculé sans les organisations et organismes internationaux car ils n'appartiennent à aucun territoire spécifique.

Impact total

Valeur ajoutée

	impact indirect	impact induit	impact total (avec direct)
total (millions)	1'510	1'252	7'043
<i>en % de l'impact direct</i>	<i>35.3</i>	<i>29.2</i>	<i>164.5</i>
- sur Genève	1'109	1'004	6'395
<i>en % du total genevois</i>	<i>2.5</i>	<i>2.2</i>	<i>14.2</i>
- sur Vaud	98	78	176
<i>en % du total vaudois</i>	<i>0.2</i>	<i>0.2</i>	<i>0.4</i>
- sur France voisine	303	169	473
<i>en % du total régional</i>	<i>0.1</i>	<i>0.1</i>	<i>0.2</i>

Emplois en équivalents plein temps

	impact indirect	impact induit	impact total (avec direct)
total	11'028	9'029	39'730
<i>en % de l'impact direct</i>	<i>56.1</i>	<i>45.9</i>	<i>202.0</i>
- sur Genève	7'818	7'143	34'635
<i>en % du total genevois</i>	<i>3.3</i>	<i>3.0</i>	<i>14.5</i>
- sur Vaud	745	532	1'277
<i>en % du total vaudois</i>	<i>0.3</i>	<i>0.2</i>	<i>0.5</i>
- sur France voisine	2'465	1'354	3'818
<i>en % du total régional</i>	<i>0.1</i>	<i>0.1</i>	<i>0.2</i>

Multiplicateur de l'emploi

Le multiplicateur de l'emploi pour l'économie genevoise est de 2,02, ce qui signifie qu'à un emploi dans le secteur international public est associé un autre emploi dans le reste de l'économie genevoise.

Impôts

L'analyse des impôts du secteur international public a été réalisée dans le cadre de l'étude du LEA sur l'impact de la Genève internationale. En appliquant les résultats à nos chiffres sur l'emploi, cela donne 60 millions (1,6% du total perçu par l'Etat de Genève) au titre d'impôts sur le revenu des collaborateurs non exemptés d'impôts. Le montant de la TVA atteint 58 millions (0,7% du montant total de la TVA).

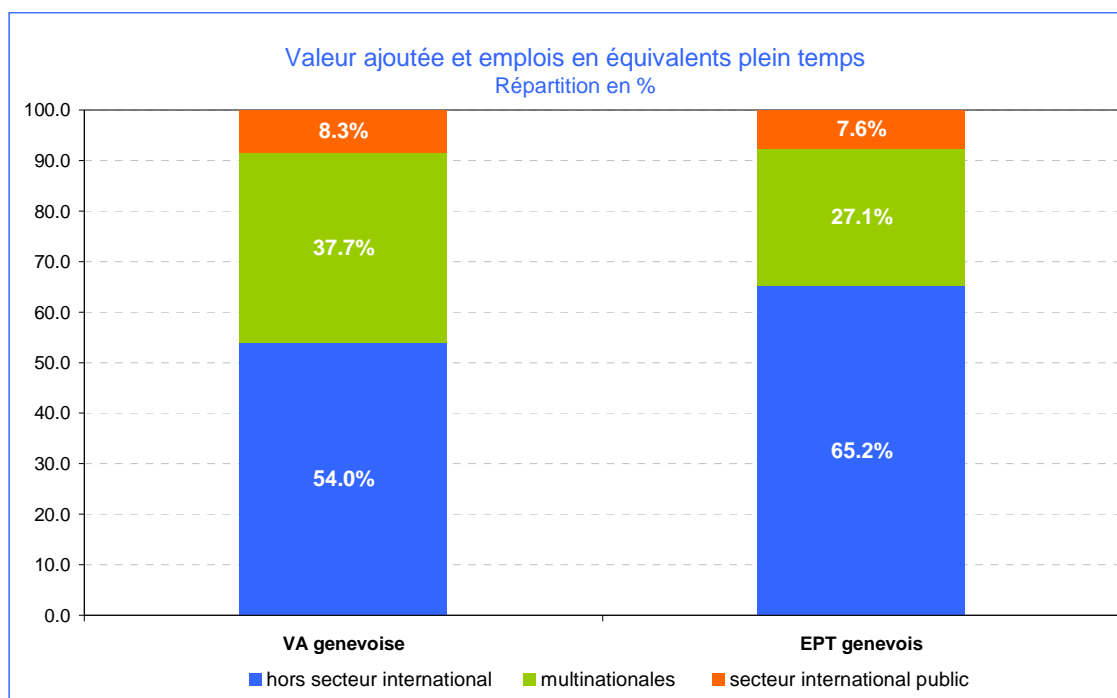
Secteur international privé et public : Impact direct global

Valeur ajoutée

économie genevoise sans le secteur international : 27,8 milliards (54%)
 multinationales : 19,4 milliards (37,7%)
 secteur international public : 4,3 milliards (8,3%)
 total : 51,5 milliards

Emplois en équivalents plein temps

économie genevoise sans le secteur international : 168'275 (65,2%)
 multinationales : 69'973 (27,1%)
 secteur international public : 19'673 (7,6%)
 total : 257'921



LA GENÈVE INTERNATIONALE

IMPACT SUR L'ÉCONOMIE GENEVOISE ET RÉGIONALE

Introduction

Objectif de l'étude

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la recherche commandée par la Fondation pour Genève aux Universités de Genève et de Lausanne, à l'EPFL et à l'IHEID sur l'impact de la composante internationale établie à Genève. L'objectif de la présente étude est de mesurer l'impact économique du secteur international privé et public sur le tissu économique genevois et sur la région autour du canton de Genève.

Définitions

Multinationales et organisations internationales

La définition d'une entreprise multinationale peut être multiple et varier selon le contexte. Dans cette étude, nous adoptons la définition retenue par l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT)¹, ce dernier nous ayant fourni les données de base nécessaires aux diverses estimations concernant les multinationales² :

- entreprise multinationale : les activités s'exercent dans plusieurs pays (au minimum 3), avec gestion ou contrôle centralisés ;
- multinationale étrangère : le siège social est basé à l'étranger ;
- multinationale suisse : le siège social est basé en Suisse.

Les multinationales constituent le secteur international privé. Sous l'appellation ci-dessus, les multinationales sont des sociétés ou des groupes de sociétés qui possèdent des filiales, qu'elles contrôlent complètement ou en partie, dans plusieurs pays, voire même à l'échelle mondiale, mais dont la gestion et l'administration est centralisée, du moins jusqu'à un certain point. Cette définition renferme également la notion d'investissement direct ou de participation financière comme condition fondamentale pour l'existence de toute société multinationale. Les sociétés de portefeuilles, de placement ou de financement sont dès lors écartées.

Le secteur international public pris en considération ici se compose des organisations internationales, des missions permanentes et des organisations internationales non gouvernementales. Les organisations internationales résultent d'un accord intergouvernemental impliquant au moins trois états et forment des institutions durables réunissant des représentants des états membres pour remplir des fonctions d'intérêt

¹ Voir *Les multinationales à Genève*, Coup d'œil n° 47, OCSTAT, janvier 2011.

² Nous tenons à remercier l'OCSTAT d'avoir constitué spécialement pour cette étude un fichier avec les données nécessaires aux divers calculs et estimations.

international. Depuis le 1^{er} janvier 2008, les organisations internationales sont distinguées selon qu'elles sont au bénéfice d'un accord de siège, d'un accord de nature fiscale ou d'un accord sur les privilèges et immunités³. Les organisations non gouvernementales sont des associations sans but lucratif, indépendantes des gouvernements, organisées au niveau international. Des délégués de gouvernements peuvent être membres d'organisations non gouvernementales à condition que leur présence ne limite pas l'indépendance de l'organisation considérée et n'entrave pas sa liberté d'expression. Les missions permanentes constituent des représentations de leur pays auprès du système onusien.

A noter que, dans le calcul du produit intérieur brut (PIB), les organisations internationales sont exclues, car elles n'appartiennent à aucun territoire économique spécifique. Quant aux missions permanentes et consulats, ils ne sont pas inclus dans les organisations internationales, car ils sont comptabilisés dans le PIB de leur pays d'origine.

Impact économique

L'impact économique est défini ici par la somme des impacts direct, indirect et induit. De façon schématique, les trois impacts susmentionnés se résument ainsi :

- impact direct : mesure la création directe de richesse (essentiellement valeur ajoutée et impôts) par les activités des multinationales et des organisations internationales ;
- impact indirect : mesure le surplus de valeur injectée dans l'économie genevoise et régionale à travers les dépenses des multinationales et des organisations internationales ainsi que de leurs employés ;
- impact induit : mesure l'effet d'entraînement à travers les dépenses successives engendrées par les impacts directs et indirects.

L'impact total correspond à la somme des trois impacts susmentionnés et il permet d'estimer l'effet multiplicateur, à savoir la création supplémentaire de valeur ajoutée ainsi que la création ou le maintien d'emplois associés aux activités premières des multinationales et des organisations internationales. Si l'impact direct et dans une moindre mesure l'impact indirect se déploient assez rapidement dans l'économie, l'impact induit peut prendre beaucoup plus de temps à se concrétiser, étant donné qu'il est le résultat de dépenses successives à travers le temps.

Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est une des variables communément utilisée pour évaluer le poids des activités d'une entreprise ou d'une branche dans une économie. Selon une définition internationale, la valeur ajoutée représente l'augmentation de la valeur des produits résultant du processus de production. Elle correspond à la différence entre la valeur de la production (en gros le chiffre d'affaires) et la valeur des biens et services entrant dans la production (consommation intermédiaire). La valeur ajoutée d'une économie est obtenue

³ Voir *Loi sur l'Etat hôte (LEH)* et *Ordonnance sur l'Etat hôte (OLEH)*, Département fédéral des affaires étrangères, juin 2007.

en multipliant la valeur ajoutée unitaire⁴ de chacune des branches d'activités économiques avec le nombre d'emplois en équivalents plein temps (EPT) correspondants et en les additionnant. Ainsi, la somme des valeurs ajoutées de toutes les branches économiques donne le produit intérieur brut, estimé dans ce cas selon l'approche dite de la production⁵.

Périmètre de l'étude

Le point de départ est l'ensemble des multinationales et organisations internationales sises sur le territoire du canton de Genève. Le calcul de l'impact est effectué en premier lieu pour le canton de Genève, ensuite pour la région, limitée ici au canton de Vaud et à la France voisine (Département Rhône-Alpes).

Année d'estimation

Afin de garantir l'objectivité des faits analysés et aussi par souci d'harmonisation des données utilisées, les quatre groupes d'études mentionnés au début se sont basés, dans la mesure du possible, sur des statistiques officielles. Ainsi les principales sources de données, pour la présente étude, ont été le recensement fédéral des entreprises, l'enquête suisse sur la population active et celle sur la structure des salaires entre autres. Au moment de commencer l'étude, nous ne disposions pas des résultats du dernier recensement fédéral, qui devaient être publiés au courant de 2013 (certaines données ne sont toujours pas disponibles à l'heure où ces lignes sont écrites⁶). Il s'ensuit que la plupart des chiffres sur les entreprises concernent les années 2008 et 2010. Ceci ne devrait toutefois pas trop porter à conséquence, étant donné que les résultats les plus importants sont exprimés en termes de parts ou de poids relatifs.

Deux parties

L'étude s'articule autour de deux parties, à savoir une partie consacrée au secteur international privé et une autre consacrée au secteur international public. Pour chacune des parties nous estimons les impacts direct, indirect et induit sur le tissu économique genevois et sur celui de la région définie par le canton de Vaud et la France voisine.

Toutefois, la méthodologie étant globalement la même pour les deux secteurs sous revue ici, elle n'est explicitée que dans la partie sur les multinationales.

⁴ C'est-à-dire par emploi en équivalents plein temps.

⁵ Il existe également l'approche de la dépense et l'approche des revenus, qui mènent à la même valeur du PIB que l'approche de la production (moyennant quelques ajustements).

⁶ Selon des informations récentes (juin 2014), l'OCSTAT est en train de traiter les données du Registre des entreprises et établissements (REE) de l'OFS, qui contient les informations permettant d'extraire les multinationales selon la définition d'Eurostat. Il faudra s'assurer d'une part de la compatibilité des définitions OCSTAT/Eurostat et, d'autre part, examiner la cohérence des chiffres sur l'emploi issu du REE avec ceux de la STATENT (Statistique structurelle des entreprises). Il s'ensuit que, selon l'OCSTAT, de nouvelles données sur les multinationales ne pourront pas être offertes avant la fin de l'année 2014. Ces données seront alors compatibles avec les chiffres de l'emploi de fin 2011.

Les multinationales

Domaines d'activité

En 2008 on recense 931 multinationales, dont 754 sont d'origine étrangère, ce qui représente 81% de l'ensemble des multinationales (tableau 1). Par ailleurs, le nombre d'emplois des multinationales étrangères s'élève à 46'096, soit 60,5% du nombre des emplois de l'ensemble des multinationales. Si on les compare au nombre total des établissements et emplois dans le canton (sans les organisations et organismes extra-territoriaux), les multinationales représentent 4,3% en termes d'établissements et 27,7% en termes d'emplois, ces chiffres se montant à respectivement 3,5% et 16,7% pour les multinationales étrangères (tableau 2). Il en résulte que, si en termes d'établissements la part des multinationales est assez faible, il n'en est pas de même en termes d'emplois pour lesquels le poids est bien plus élevé, ce qui se reflète plus loin dans les résultats sur la valeur ajoutée.

Tableau 1

Multinationales : établissements et emplois, 2008

	ensemble	étrangères	part (%)	suisses	part (%)
établissements	931	754	81.0	177	19.0
emplois	76'177	46'096	60.5	30'081	39.5

Source : OCSTAT et nos propres calculs.

Tableau 2

Multinationales : parts en % dans le total genevois*, 2008

	ensemble	étrangères	suisses
établissements	4.3	3.5	0.8
emplois	27.7	16.7	11.0

Source : nos propres calculs.

* Total des établissements et des emplois genevois (sans les organisations internationales).

Concernant la taille moyenne des multinationales, les tableaux 3 et 4 montrent une nette différence entre les multinationales étrangères et les multinationales suisses. Ces dernières ont une taille moyenne de 170 emplois par établissement (tableau 4), alors que la taille moyenne des multinationales étrangères ne s'élève qu'à 61 emplois par établissement. La différence vient du fait que seuls 4,9% des multinationales étrangères se trouvent parmi les grandes entreprises (250 emplois et plus), alors que pour les multinationales suisses ce pourcentage est de 13,6% (tableau 3). Une partie de la différence pourrait s'expliquer également par la définition elle-même des multinationales. En effet, les multinationales suisses ayant leur siège social à Genève, leur besoin en main-d'œuvre est probablement plus élevé que celui des multinationales étrangères. L'inverse s'observe dans la catégorie des micro-entreprises (1-9 emplois), où la part pour les multinationales étrangères se monte à 36,1% et n'est que de 15,3% pour les multinationales suisses.

Tableau 3
Multinationales selon la taille, 2008

	ensemble		étrangères		suisses	
	établiss.	parts (%)	établiss.	parts (%)	établiss.	parts (%)
micro	299	32.1	272	36.1	27	15.3
petites	341	36.6	274	36.3	67	37.9
moyennes	230	24.7	171	22.7	59	33.3
grandes	61	6.6	37	4.9	24	13.6
total	931	100.0	754	100.0	177	100.0
	emplois	parts (%)	emplois	parts (%)	emplois	parts (%)
micro	1'305	1.7	1'189	2.6	116	0.4
petites	8'364	11.0	6'407	13.9	1'957	6.5
moyennes	23'568	30.9	17'429	37.8	6'139	20.4
grandes	42'940	56.4	21'071	45.7	21'869	72.7
total	76'177	100.0	46'096	100.0	30'081	100.0

Source : OCSTAT et nos propres calculs.

micro-entreprises = 1 à 9 personnes, petites entreprises = 10 à 49 personnes,

moyennes entreprises = 50 à 249 personnes, grandes entreprises = 250 personnes et plus.

Tableau 4
Multinationales : taille moyenne

	ensemble	étrangères	suisses
micro	4	4	4
petites	25	23	29
moyennes	102	102	104
grandes	704	569	911
ensemble des multinationales	82	61	170

Quant aux domaines d'activités, les multinationales sont majoritairement actives dans le secteur tertiaire, où se trouvent 91,2% des multinationales, ce chiffre atteignant 93% pour les multinationales étrangères et 83,6% pour les multinationales suisses (tableau 5). Quant aux emplois, 86,1% des emplois des multinationales sont dans le secteur tertiaire, 90,2% pour les multinationales étrangères et 79,8% pour les multinationales suisses.

A l'intérieur du secteur tertiaire, on note la prépondérance des branches du commerce de gros (y compris le négoce), des activités financières et assurances et des activités juridiques, comptables, de conseil et de sièges sociaux (tableau 5). Les trois catégories susmentionnées représentent à elles seules la moitié des multinationales. Il est également intéressant de souligner une différence entre les multinationales étrangères et les multinationales suisses. Si les multinationales étrangères sont effectivement très actives dans ces trois catégories – la part des emplois atteignant 21% dans le commerce de gros, 22,5% dans les activités financières et d'assurance et 6,2% dans les activités juridiques, comptables, de conseil et de sièges sociaux (soit presque 50% du total) –, il n'en est pas de même pour les multinationales suisses, qui, elles, sont actives avant tout dans la branche des activités financières et d'assurance, avec une part des emplois de 36,1%, et dans le commerce de détail, avec une part des emplois de 19,9%. Le commerce de gros ne représente que 1,6% des emplois des multinationales suisses. En

revanche, les multinationales suisses sont beaucoup plus présentes dans le secteur secondaire, car la part de leurs emplois y atteint 20,2%, alors qu'elle n'est que de 9,8% pour les multinationales étrangères. Dans le secteur secondaire, les multinationales suisses sont actives essentiellement dans la branche de la chimie, avec 10,3% des emplois, suivi de la branche de la fabrication des machines avec 3,5%⁷.

⁷ Pour le détail, voir l'annexe 1.

Tableau 5

Multinationales : Répartition des établissements et des emplois par branche d'activité principale, en %

	établissements			emplois		
	ensemble	étrangères	suisses	ensemble	étrangères	suisses
Secteur secondaire	8.8	7.0	16.4	13.9	9.8	20.2
Industries alimentaires, boissons, impression	0.4	0.3	1.1	0.2	0.1	0.2
Industrie chimique et pharmaceutique, raffinage	1.7	1.5	2.8	4.8	1.3	10.3
Fabrication de produits en caoutchouc, plastique	0.4	0.4	0.6	0.1	0.2	0.1
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0.4	0.5	0.0	0.3	0.4	0.0
Horlogerie, produits électroniques, d'optique, d'informatique	2.4	2.0	4.0	3.6	5.0	1.6
Fabrication de machines et d'équipements électriques	1.1	0.8	2.3	1.5	0.2	3.5
Construction	1.5	0.9	4.0	2.2	1.9	2.5
Autres industries	0.9	0.7	1.7	1.2	0.6	2.0
Secteur tertiaire	91.2	93.0	83.6	86.1	90.2	79.8
Commerce de détail et réparation d'automobiles et motos	8.4	8.4	8.5	12.1	6.9	19.9
Commerce de gros	15.9	17.8	7.9	13.3	21.0	1.6
Transports et activités connexes	8.4	8.2	9.0	6.7	5.9	7.9
Télécommunications, activités de poste et de courrier	2.3	2.1	2.8	1.8	2.1	1.4
Hébergement et restauration	2.5	2.8	1.1	3.9	5.9	0.9
Edition, production de films, programmation et diffusion	0.9	0.8	1.1	0.3	0.2	0.4
Services d'information, conseil et activités informatiques	6.1	5.8	7.3	3.2	3.5	2.7
Activités de services financiers et d'assurance et auxiliaires	22.8	21.2	29.4	27.9	22.5	36.1
Activités juridiques, comptables, de conseil, de sièges sociaux	11.5	12.3	7.9	4.4	6.2	1.7
Activités d'architecture, d'ingénierie, d'analyses techniques	1.6	1.3	2.8	1.2	0.9	1.6
R&D, activités spécialisées, scientifiques et techniques	1.7	2.1	0.0	1.7	2.8	0.0
Publicité et études de marché	1.1	1.2	0.6	0.3	0.4	0.1
Enquêtes, sécurité, activités de soutien aux entreprises	1.4	1.2	2.3	2.9	1.8	4.6
Education, santé, service public et parapublic	2.1	2.7	0.0	2.8	4.6	0.0
Autres services	4.6	5.0	2.8	3.6	5.4	0.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : OCSTAT pour les données de base et nos propres calculs.

Nous retrouvons également ces différences entre multinationales étrangères et multinationales suisses lorsque nous comparons les multinationales selon la technologie et l'intensité de connaissances. Il s'agit d'une définition internationale qui distingue les industries manufacturières selon leur niveau technologique – fondée sur une classification Eurostat/OCDE reposant sur les dépenses de R&D par rapport au PIB ou intensité de R&D – et les services du secteur tertiaire selon leur intensité de connaissances⁸. Le tableau 6 et le graphique 1 montrent que, au niveau des emplois, les multinationales suisses ont une part nettement supérieure à celle des multinationales étrangères dans les industries de haute et moyenne-haute technologie (IMHT) auxquelles appartient la branche de la chimie, dans laquelle les multinationales suisses sont très actives, comme mentionné plus haut. Le tableau 6 indique également que ce sont les services à moindre intensité de connaissances (SMIC) qui sont en retrait, car la part des emplois ne s'élève qu'à 23,9% comparé à 39,6% pour les étrangères, contrairement aux services à forte intensité de connaissance (SFIC) où les parts sont plus proches entre les multinationales étrangères et suisses.

Tableau 6

Multinationales : Répartition selon la technologie, en %

	établissements			emplois		
	ensemble	étrangères	suisses	ensemble	étrangères	suisses
IMHT	5.5	4.5	9.6	10.6	6.9	16.2
IMBT	3.3	2.5	6.8	3.3	2.8	4.0
SFIC	58.1	57.3	61.6	52.7	50.6	55.9
SMIC	33.1	35.7	22.0	33.4	39.6	23.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : nos propres calculs.

IMHT = Industries de haute et moyenne-haute technologie

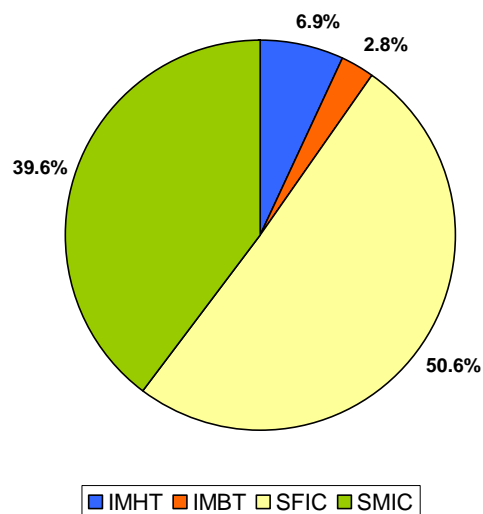
IMBT = Industries de basse et moyenne-basse technologie

SFIC = Services à forte intensité de connaissances

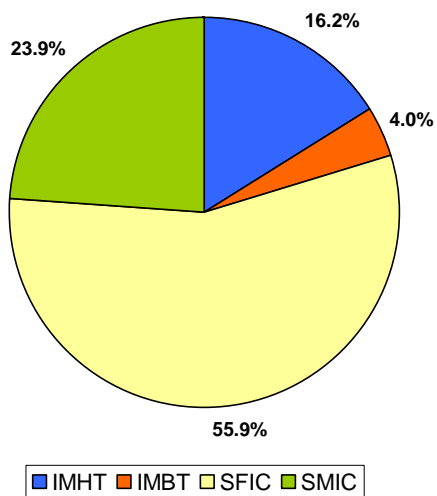
SMIC = Services à moindre intensité de connaissances

⁸ Voir *Statistiques en bref*, Science et technologie, 13/2006, notes méthodologiques, Eurostat.

Multinationales étrangères
Répartition des emplois selon la technologie



Multinationales suisses
Répartition des emplois selon la technologie



IMHT = Industries de haute et moyenne-haute technologie
IMBT = Industries de basse et moyenne-basse technologie
SFIC = Services à forte intensité de connaissances
SMIC = Services à moindre intensité de connaissances

Graphique 1

Impacts direct, indirect, induit et total

Impact direct

Cette partie évalue l'impact des multinationales sous revue en termes de valeur ajoutée, cette dernière étant une des variables communément utilisée pour mesurer le poids des activités d'une entreprise ou d'une branche dans une économie. Selon une définition internationale, la valeur ajoutée représente l'augmentation de la valeur des produits résultant du processus de production. Elle correspond donc à la différence entre la valeur de la production (en gros le chiffre d'affaires) et la valeur des biens et services entrant dans la production (consommation intermédiaire)⁹. La valeur ajoutée d'une économie est obtenue d'abord en multipliant la valeur ajoutée unitaire¹⁰ de chacune des branches d'activités économiques avec le nombre d'emplois en équivalents plein temps (EPT) correspondants et ensuite en additionnant les résultats. Ainsi, la somme des valeurs ajoutées de toutes les branches économiques donne le produit intérieur brut, estimé dans ce cas selon l'approche dite de la production (voir l'annexe 2)¹¹. Comme c'est le cas pour d'autres pays, le PIB genevois s'entend sans les organisations internationales, qui représentent le secteur d'activité extraterritorial et n'appartiennent pas à un territoire économique spécifique¹². Dans cette partie, les comparaisons relatives se réfèrent donc au PIB genevois sans les organisations et organismes internationaux.

Le montant des impôts imputables aux multinationales et aux personnes y travaillant viendra compléter le tableau et permettra de déduire une estimation de l'impact direct total.

A noter que, comme la valeur ajoutée se calcule à partir du nombre d'emplois des multinationales établies dans le canton de Genève, l'impact direct se limite, par définition, à l'économie genevoise. La diffusion des impacts sur le canton de Vaud et en France voisine ne peut être estimée qu'à partir des impacts indirects et induits.

Ayant à notre disposition les emplois en équivalents plein temps (EPT) par branche d'activité pour les multinationales en question¹³, nous pouvons en déduire directement la valeur ajoutée des multinationales par branche d'activité en multipliant les emplois en équivalents plein temps par la valeur ajoutée unitaire de la branche correspondante¹⁴.

⁹ Voir p.ex. OFS, *Définitions*, ou encore INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), *Définitions et méthodes*.

¹⁰ C'est-à-dire par emploi en équivalents plein temps.

¹¹ Pour une description plus détaillée, voir D. Nilles et C. Sfreddo, "Estimation du PIB du canton de Genève", in *Etudes et documents*, OCSTAT, Genève, février 2010.

¹² Rappelons toutefois que, dans la deuxième partie de l'étude, nous estimerons également l'impact des activités de tous les organismes publics faisant partie de la Genève internationale, vu l'importance qu'ils revêtent pour la vie économique du canton de Genève.

¹³ Chiffres fournis par l'OCSTAT, comme mentionné plus haut.

¹⁴ Cette valeur ajoutée unitaire est calculée dans le cadre de l'estimation du PIB genevois par le CREA, *op.cit.*

La valeur ajoutée des multinationales dans l'économie genevoise se monte à 19,4 milliards (tableau 7), ce qui représente 41,2% de la valeur ajoutée totale du canton (tableau 8). La contribution des multinationales étrangères à la valeur ajoutée cantonale est de 26,3% et celle des multinationales suisses de 14,9%. Il s'ensuit que le poids des multinationales est bien plus important en termes de valeur ajoutée qu'en termes d'emplois, puisque les multinationales dans leur ensemble représentent 27,7% en termes d'emplois, mais 41,2% en termes de valeur ajoutée. La raison se trouve dans le type de branches d'activités dans lesquelles les multinationales sont actives. Le tableau 7 illustre que 90,3% de la valeur ajoutée totale des multinationales est réalisée dans le secteur tertiaire, pour les multinationales étrangères cette part atteint 93,1% et pour les multinationales suisses 85,4%. Pour l'économie genevoise dans son ensemble, la part du secteur tertiaire s'élève à 83,1%, ce qui est donc inférieur aux chiffres précités concernant les multinationales.

De plus, nous avons noté plus haut la prépondérance des branches du commerce de gros et de celles des activités financières et assurances à l'intérieur du secteur tertiaire (tableau 5) et celles des branches de la chimie et de l'horlogerie (avec instruments de précisions) à l'intérieur du secteur secondaire. Or, ce sont des branches dont la valeur ajoutée unitaire (c'est-à-dire par emploi en équivalents plein temps) dépasse largement celle des autres branches. Cette prépondérance de branches à forte valeur ajoutée unitaire renforce ainsi le poids des multinationales dans l'économie genevoise.

Tableau 7
Multinationales : Valeur ajoutée
Millions et répartition en %

	ensemble		étrangères		suisse		canton ¹
	mio.	%	mio.	%	mio.	%	%
Secteur secondaire	1'885	9.7	859	6.9	1'025	14.6	16.9
Industries alimentaires, boissons, impression	18	0.1	9	0.1	9	0.1	0.9
Industrie chimique et pharmaceutique, raffinage	728	3.8	136	1.1	593	8.4	1.9
Fabrication de produits en caoutchouc, plastique	16	0.1	12	0.1	3	0.0	0.2
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	35	0.2	35	0.3	0	0.0	0.5
Horlogerie, produits électroniques, d'optique, d'informatique	645	3.3	532	4.3	113	1.6	6.2
Fabrication de machines et d'équipements électriques	162	0.8	12	0.1	150	2.1	0.7
Construction	162	0.8	86	0.7	75	1.1	3.6
Autres industries	120	0.6	37	0.3	83	1.2	2.7
Secteur tertiaire	17'537	90.3	11'519	93.1	6'017	85.4	83.1
Commerce de détail et réparation d'automobiles et motos	964	5.0	341	2.8	623	8.9	6.3
Commerce de gros	4'963	25.6	4'721	38.1	242	3.4	19.7
Transports et activités connexes	553	2.8	299	2.4	254	3.6	3.8
Télécommunications, activités de poste et de courrier	306	1.6	185	1.5	120	1.7	1.2
Hébergement et restauration	229	1.2	210	1.7	19	0.3	2.8
Edition, production de films, programmation et diffusion	26	0.1	9	0.1	17	0.2	0.7
Services d'information, conseil et activités informatiques	459	2.4	307	2.5	152	2.2	2.6
Activités de services financiers et d'assurance et auxiliaires	8'616	44.4	4'305	34.8	4'311	61.2	28.3
Activités juridiques, comptables, de conseil, de sièges sociaux	482	2.5	409	3.3	73	1.0	4.4
Activités d'architecture, d'ingénierie, d'analyses techniques	135	0.7	65	0.5	70	1.0	1.7
R&D, activités spécialisées, scientifiques et techniques	274	1.4	274	2.2	0	0.0	1.2
Publicité et études de marché	19	0.1	15	0.1	4	0.1	0.2
Enquêtes, sécurité, activités de soutien aux entreprises	163	0.8	61	0.5	101	1.4	0.7
Education, santé, service public et parapublic	157	0.8	157	1.3	0	0.0	6.3
Autres services	191	1.0	161	1.3	30	0.4	3.1
Total	19'421	100.0	12'379	100.0	7'043	100.0	100.0

Source : nos propres calculs.

¹ Répartition des mêmes branches dans l'économie cantonale genevoise.

Tableau 8
Valeur ajoutée des multinationales
Contribution aux mêmes branches dans l'économie genevoise

	ensemble	étrangères	suisses
Secteur secondaire	27.8	12.7	15.1
Industries alimentaires, boissons, impression	4.7	2.3	2.3
Industrie chimique et pharmaceutique, raffinage	92.9	17.3	75.6
Fabrication de produits en caoutchouc, plastique	23.3	18.5	4.9
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	16.9	16.9	0.0
Horlogerie, produits électroniques, d'optique, d'informatique	25.7	21.2	4.5
Fabrication de machines et d'équipements électriques	54.5	4.1	50.5
Construction	11.2	6.0	5.2
Autres industries	10.8	3.3	7.5
Secteur tertiaire	43.5	28.6	14.9
Commerce de détail et réparation d'automobiles et motos	38.0	13.4	24.6
Commerce de gros	62.6	59.5	3.0
Transports et activités connexes	36.2	19.6	16.6
Télécommunications, activités de poste et de courrier	61.2	37.1	24.1
Hébergement et restauration	20.5	18.8	1.7
Edition, production de films, programmation et diffusion	8.8	3.1	5.8
Services d'information, conseil et activités informatiques	44.3	29.6	14.7
Activités de services financiers et d'assurance et auxiliaires	75.5	37.7	37.8
Activités juridiques, comptables, de conseil, de sièges sociaux	26.9	22.8	4.1
Activités d'architecture, d'ingénierie, d'analyses techniques	19.3	9.3	10.0
R&D, activités spécialisées, scientifiques et techniques	57.3	57.3	0.0
Publicité et études de marché	20.4	16.4	4.0
Enquêtes, sécurité, activités de soutien aux entreprises	57.0	21.5	35.5
Education, santé, service public et parapublic	6.2	6.2	0.0
Autres services	2.4	2.0	0.4
Total	41.2	26.3	14.9

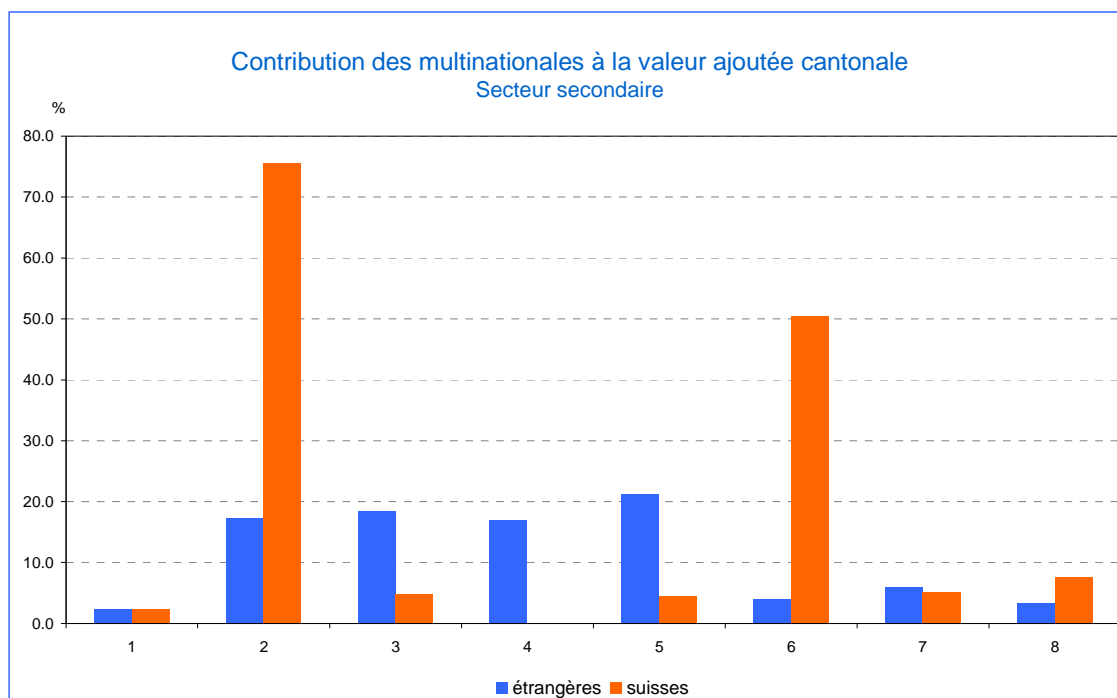
Source : nos propres calculs.

Secteur secondaire

Nous avons déjà relevé que les multinationales suisses sont plus actives dans le secteur secondaire que les multinationales étrangères, puisque 20,2% de leurs emplois s'y trouvent contre seulement 9,8% pour les multinationales étrangères. Cette observation se retrouve au niveau de la valeur ajoutée. Les multinationales suisses réalisent 14,6% de leur valeur ajoutée totale dans le secteur secondaire contre 6,9% pour les multinationales étrangères (tableau 7). L'ensemble des multinationales contribuent à hauteur de 92,9% à la valeur ajoutée de l'industrie chimique et pharmaceutique, la majeure partie venant des multinationales suisses avec 75,6% et le reste des multinationales étrangères (17,3%). Cette forte contribution des multinationales suisses n'étonne guère, car, comme les industries chimiques et pharmaceutiques sont largement présentes sur les marchés étrangers, on peut admettre sans autre qu'elles sont pratiquement toutes des multinationales.

Les multinationales contribuent également pour plus de la moitié (54,5%) à la valeur ajoutée de la branche de la fabrication de machines et d'équipements électriques. Ici aussi, ce sont les multinationales suisses qui contribuent le plus fortement, avec 50,5%, la part des multinationales étrangères n'atteignant que 4,1% (tableau 8).

Finalement, on peut souligner que le quart de la valeur ajoutée de la branche de l'horlogerie et de la fabrication de produits électroniques et de précision est fourni par les multinationales et plus particulièrement par les multinationales étrangères qui contribuent pour plus d'un cinquième à la valeur ajoutée de cette branche. Le graphique 2 illustre de façon nette que, parmi les multinationales suisses, deux branches sortent clairement du lot, alors que, parmi les multinationales étrangères, la répartition est plus équilibrée, puisque quatre branches contribuent autour de 20% à la valeur ajoutée cantonale des mêmes branches.



- 1 = Industries alimentaires, boissons, impression
- 2 = Industrie chimique et pharmaceutique, raffinage
- 3 = Fabrication de produits en caoutchouc, plastique, non métalliques
- 4 = Métallurgie et fabrication de produits métalliques
- 5 = Horlogerie, fabrication de produits électroniques et de précisions
- 6 = Fabrication d'équipements électriques et de machines
- 7 = Construction
- 8 = Autres industries

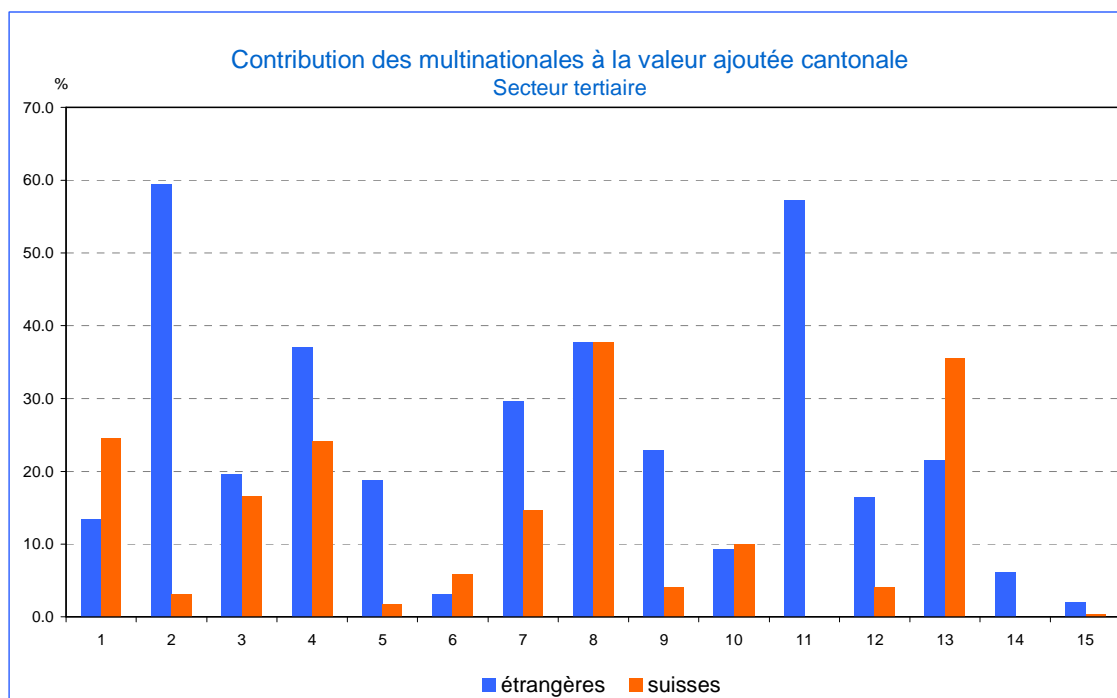
Graphique 2

Secteur tertiaire

Rappelons que la contribution de l'ensemble des multinationales à la valeur ajoutée du secteur tertiaire atteint 43,5%, 28,6% venant des multinationales étrangères et 14,9% des multinationales suisses.

La contribution la plus importante vient de la branche des activités financières et d'assurance avec 75,5% (tableau 8) et elle se partage à quasi-égalité entre les multinationales étrangères (37,7%) et les multinationales suisses (37,8%). En deuxième place nous trouvons la branche du commerce de gros avec 62,6%, mais dont la quasi-totalité vient des multinationales étrangères (59,5%).

Pour trois autres branches d'activité, les multinationales comptent pour plus de la moitié dans la valeur ajoutée. Il s'agit de la branche des télécommunications (61,2%), de celle de R&D, activités spécialisées et scientifiques (57,3%) et de celle des activités d'administration et de soutien aux entreprises (57%).



- 1 = Commerce de détail et réparation d'automobiles et motos
- 2 = Commerce de gros
- 3 = Transports et activités connexes
- 4 = Télécommunications, activités de poste et de courrier
- 5 = Hébergement et restauration
- 6 = Edition, production de films, programmation et diffusion
- 7 = Services d'information, conseil et activités informatiques
- 8 = Activités de services financiers et d'assurance et auxiliaires
- 9 = Activités juridiques, comptables, de conseil, de sièges sociaux
- 10 = Activités d'architecture, d'ingénierie, d'analyses techniques
- 11 = R&D, activités spécialisées, scientifiques et techniques
- 12 = Publicité et études de marché
- 13 = Enquêtes, sécurité, activités administratives et de soutien aux entreprises
- 14 = Education, santé, service public et parapublic
- 15 = Autres services

Graphique 3

Vus sous un autre angle, les résultats plus hauts sont confirmés dans le tableau 10 qui donne la contribution des multinationales selon la technologie. Le poids des multinationales suisses dans les industries de haute et moyenne-haute technologie est plus élevé que celui des multinationales étrangères et inversement pour les services à forte et aussi à moindre intensités de connaissances où ce sont les multinationales étrangères qui contribuent le plus (tableau 10).

Tableau 9

Multinationales : Valeur ajoutée selon la technologie
Millions et répartition en %

	ensemble		étrangères		suisse		canton ¹
	millions	%	millions	%	millions	%	%
IMHT	1'591	8.2	702	5.7	888	12.6	7.8
IMBT	294	1.5	157	1.3	137	1.9	6.6
SFIC	1'1146	57.4	6'061	49.0	5'085	72.2	43.1
SMIC	6'390	32.9	5'458	44.1	932	13.2	42.5
Total	19'421	100.0	12'379	100.0	7'043	100.0	100.0

Source : nos propres calculs.

IMHT = Industries de haute et moyenne-haute technologie

IMBT = Industries de basse et moyenne-basse technologie

SFIC = Services à forte intensité de connaissances

SMIC = Services à moindre intensité de connaissances

¹ Répartition des mêmes branches dans l'économie cantonale genevoise.

Tableau 10

Valeur ajoutée des multinationales selon la technologie
Contribution aux mêmes catégories dans l'économie genevoise

	ensemble	étrangères	suisse
IMHT	43.2	19.1	24.1
IMBT	9.5	5.1	4.4
SFIC	54.9	29.8	25.0
SMIC	31.9	27.3	4.7
Total	41.2	26.3	14.9

Source : nos propres calculs.

La structure d'activité différente entre les multinationales étrangères et suisses est également un des facteurs expliquant les écarts entre les valeurs ajoutées par emploi en équivalents plein temps (valeur ajoutée unitaire), illustrées dans le tableau 11. On constate en premier lieu que, pour l'ensemble des multinationales, la valeur ajoutée unitaire est nettement plus élevée (plus de 40%) que celle pour l'économie cantonale genevoise, ce qui n'est pas étonnant puisque, globalement, les multinationales sont présentes essentiellement dans des branches d'activité à forte valeur ajoutée, alors que l'économie genevoise balaie toutes les branches d'activité composant l'économie. En deuxième lieu, on peut relever que la valeur ajoutée unitaire des multinationales étrangères dépasse celle des multinationales suisses, de plus de 12%, ce qui est lié, comme mentionné plus haut, à la prépondérance des branches du commerce de gros, des branches des activités financières et des activités juridiques, comptables, de conseil et de sièges sociaux.

Les multinationales étrangères contribuent donc proportionnellement bien plus à l'économie genevoise que les multinationales suisses et, a fortiori, que l'ensemble des établissements dans l'économie genevoise.

Tableau 11

Multinationales : Valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps, en francs

	ensemble	étrangères	suisse	économie genevoise
secondaire	183'519	197'775	173'065	163'722
tertiaire	293'732	300'318	281'897	204'919
total	277'556	289'885	258'251	197'748

Source : nos propres calculs.

Impact indirect

Les méthodologies adoptées pour estimer l'impact indirect (et plus loin l'impact induit) sont décrites dans plusieurs autres études sur le même thème¹⁵, mais nous les reprenons ici dans les grandes lignes.

L'impact indirect mesure le surplus de valeur injectée dans l'économie à partir des dépenses des multinationales et de leurs collaborateurs. Il correspond à la somme des impacts économiques qui passent par la chaîne des fournisseurs de biens et services aux multinationales et par les salaires distribués par les multinationales à leurs collaborateurs, car les flux financiers générés par les activités des multinationales ainsi que les dépenses de leurs collaborateurs sont une source de revenu pour des fournisseurs de biens et services auxquels les flux financiers sont destinés. Les fournisseurs en question utilisent ce revenu pour l'achat de biens et services et pour le versement de salaires. C'est l'effet multiplicateur direct qui peut être exprimé en termes de valeur ajoutée ou d'emplois en équivalents plein temps, les deux étant analogues au vu de la méthodologie adoptée pour calculer la valeur ajoutée¹⁶. Il se mesure d'une part à travers les salaires des collaborateurs et, d'autre part, à travers les consommations intermédiaires des multinationales.

L'estimation de ce multiplicateur demande cependant, de la part des multinationales, des informations sur le chiffre d'affaires, sur les charges en biens et services, sur l'origine des fournisseurs ou encore sur les salaires versés et le lieu d'habitation des collaborateurs. En effet, les collaborateurs des multinationales n'auront un impact sur l'économie cantonale que s'ils habitent dans le canton et les fournisseurs des multinationales n'auront un impact sur l'économie cantonale que s'ils sont implantés dans le canton. Pour les collaborateurs habitant dans le canton, on peut supposer que la majeure partie de leurs dépenses en biens et services vont à l'économie genevoise, du moins c'est ce que l'on doit admettre ici, car, tout en sachant pertinemment que tous les achats ne s'effectuent pas dans le canton, il nous est impossible de savoir quelle est la proportion des dépenses effectuées à l'étranger ou dans un autre canton. Nous admettons donc que ces collaborateurs achètent leurs produits alimentaires, leurs habits, leurs meubles, etc.

¹⁵ Par exemple *Sociétés auxiliaires et sociétés liées. Impacts direct, indirect et induit sur l'économie genevoise*, Institut CREA, juin 2012.

¹⁶ Rappelons que valeur ajoutée = valeur ajoutée unitaire multipliée par l'emploi en équivalents plein temps.

auprès de magasins genevois, qu'ils prennent les transports publics genevois, qu'ils vont dans les restaurants genevois, etc. Inversement, et pour le même genre de raison, nous admettons également que les frontaliers ou collaborateurs habitant dans un autre canton dépensent leur salaires majoritairement là où ils habitent, même si, dans ce cas aussi, on sait qu'une partie des achats s'effectue dans le canton de Genève. Il en est de même pour les fournisseurs des multinationales. Si le fournisseur est établi dans le canton, une partie de l'impact se fera dans le canton, soit à travers les salaires versés à ses employés (de nouveau pourvu qu'ils habitent dans le canton), soit à travers ses propres fournisseurs, et ainsi de suite. Si le fournisseur est établi dans un autre canton ou à l'étranger, l'impact économique se fera là où le fournisseur a établi son entreprise.

Les informations nécessaires pour ce genre de calcul ne peuvent être obtenues qu'au moyen d'une enquête exhaustive auprès des établissements sous revue. Même si les questions y relatives figuraient dans le questionnaire général envoyé aux multinationales dans le cadre de l'étude globale mentionnée au début, nous n'avons pas pu récolter les informations nécessaires à notre partie¹⁷ et c'est la raison pour laquelle nous avons adopté des méthodes indirectes que nous décrivons en grandes lignes plus loin.

Dans le cadre de la présente étude, l'impact indirect est estimé pour le canton de Genève, pour le canton de Vaud et pour la France voisine (région Rhône-Alpes). Il se mesure d'une part à travers la consommation intermédiaire (dépenses en biens et services) des multinationales et, d'autre part, à travers les salaires versés par les multinationales à leurs collaborateurs.

Impact indirect via les salaires

Pour déterminer la masse salariale totale versée par les multinationales, nous passons par le salaire médian, qui est disponible pour la plupart des branches d'activité à Genève¹⁸. Toutefois, ce salaire par branche est corrigé vers le haut de 14%. En effet, il ressort de l'étude sur le personnel employé par les multinationales et les salaires versés¹⁹ que, globalement, le personnel des multinationales obtient une rémunération supérieure à celle du personnel d'une entreprise qui n'est pas une multinationale et cette prime salariale est estimée à 14,3%. Le salaire pris en compte ici est donc majoré de 14% et ensuite multiplié par le nombre d'emplois en équivalents plein temps pour obtenir ainsi une estimation de la masse salariale totale versée par les multinationales, cette masse salariale étant assimilable au revenu brut du travail. Au total et selon ces estimations, le montant de la masse salariale atteint 9'821 millions pour l'ensemble des multinationales, 6'015 pour les multinationales étrangères et 3'806 pour les multinationales suisses. Le montant de 9'821 millions pour l'ensemble des multinationales représente environ 43%

¹⁷ A noter que nous avons été confrontés au même problème pour d'autres études du même genre.

¹⁸ *Salaires mensuel brut médian standardisé, selon la branche d'activité*, T03.04.1.1.02, OCSTAT.

¹⁹ Voir *L'impact du secteur international sur Genève et l'Arc lémanique*, cahier n° 1/6, L'observatoire de la Fondation pour Genève, janvier 2013.

de la masse salariale du canton de Genève, ce qui dépasse donc le poids en termes de valeur ajoutée (41,2%).

Comme nous formulons l'hypothèse que cette masse salariale est dépensée en majeure partie dans la région dans laquelle habitent les collaborateurs des multinationales, cette masse salariale doit être ajustée pour tenir compte en particulier de la part des frontaliers travaillant dans les multinationales et de celle des collaborateurs venant d'un autre canton, en l'occurrence ici du canton de Vaud.

L'OCSTAT publie un tableau qui met en relation le nombre de frontaliers actifs dans le canton avec le nombre d'emplois selon les branches d'activité²⁰, proportions que nous utiliserons ici. Il en ressort qu'en 2008 la proportion des frontaliers actifs s'élève à environ 34% dans le secteur secondaire et à 16% dans le secteur tertiaire. Des tableaux susmentionnés on peut ainsi déduire pour chaque branche la part des actifs non frontaliers dont on suppose ici qu'ils habitent soit dans le canton de Genève (majoritairement), soit dans le canton de Vaud. Pour la part de ce dernier, nous n'avons d'autre choix que de nous baser sur les chiffres globaux de la mobilité au niveau cantonal²¹ qui indiquent qu'environ 10% des personnes travaillant à Genève viennent du canton de Vaud.

Après avoir ajusté la masse salariale globale (9'821 millions) par la part des collaborateurs résidant dans le canton de Genève, dans le canton de Vaud et en France voisine, nous obtenons les montants de masse salariale respectifs, à savoir 6'914 millions pour le canton de Genève, 982 millions pour le canton de Vaud et 1'925 millions pour la France voisine. Comme mentionné, nous devons supposer que ces montants sont dépensés en majeure partie dans les lieux où les collaborateurs résident. Il existe bien entendu des flux de dépenses intercantonaux et transfrontaliers, mais il est impossible d'en tenir compte ici, vu la complexité de l'évaluation de ces flux²².

L'enquête sur le budget mensuel des ménages, réalisée par l'OFS, donne des indications sur les dépenses de consommation, non seulement pour la Suisse, mais également pour quelques cantons d'une certaine taille, dont Genève et Vaud²³. Les résultats de cette enquête permettent de voir la répartition des dépenses de consommation entre différentes branches, tel qu'illustré dans le tableau 12²⁴. Cette enquête permet également de calculer la propension marginale à consommer qui atteint en moyenne 88% du revenu disponible dans le canton de Genève et 92% dans le canton de Vaud. Pour la France voisine, cette répartition est également donnée par les dépenses des consommateurs par fonction et résumée dans le tableau 13.

²⁰ OCSTAT, *Etablissements, emplois, frontaliers et apprentis, par activité économique, 2008*, T 829, et *Frontaliers actifs dans le canton de Genève, selon l'activité économique et le sexe*, T 03.05.2.05.

²¹ OCSTAT, *Information statistique* n° 26, mai 2013.

²² Par exemple, des dépenses de frontaliers dans le canton de Genève peuvent être contrebalancées par des dépenses de résidents genevois en France voisine, etc.

²³ *Enquête sur le budget des ménages, pour les cantons d'une certaine taille, 2006-2008*, OFS.

²⁴ Il s'agit de la classification internationale COICOP (*Classification of Individual Consumption According to Purpose*). Voir par exemple *Swiss Input-Output table : Final Use*, OFS.

On peut noter au passage que, si globalement la répartition des dépenses de consommation est semblable pour les cantons de Genève et Vaud et la France voisine, quelques différences méritent d'être relevées. Ainsi, les résidents genevois dépensent proportionnellement plus que leurs voisins vaudois et français pour le logement, ce qui n'est pas étonnant au vu du niveau des loyers prévalant à Genève. Les résidents des cantons de Vaud et de France voisine dépensent également relativement plus pour les transports que les résidents genevois, ce qui est également normal au vu des déplacements pendulaires. En effet, la part des pendulaires sortants par rapport à la population active occupée est moins élevée pour le canton de Genève que pour le canton de Vaud (4,4% vs 11,7%)²⁵.

Tableau 12
Dépenses de consommation dans les cantons de Genève et de Vaud
Répartition en %

Biens et services	Genève	Vaud
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	12.1	12.6
Boissons alcoolisées et tabacs	1.9	2.3
Restauration et services d'hébergement	9.7	8.9
Vêtements et chaussures	3.9	3.8
Logement et énergie	29.5	29.1
Ameublement, équipement et entretien du ménage	4.1	4.2
Dépenses de santé	6.5	4.9
Transports	10.9	14.5
Communications	3.8	3.5
Loisirs et culture	11.6	11.5
Autres biens et services	6.0	4.6
total	100.0	100.0

Source : OFS, *Enquête sur le budget des ménages*, 2013.

Tableau 13
Dépenses de consommation en France voisine
Répartition en %

Biens et services	parts (%)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	13.6
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	3.1
Hôtels, cafés et restaurants	7.1
Articles d'habillement et articles chaussants	4.4
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	25.6
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	5.8
Santé	3.8
Transports	14.0
Communications	2.8
Loisirs et culture	8.6
Autres biens et services	11.1
Total	100.0

Source : Eurostat 2013, *Dépenses de consommation des ménages par fonction de consommation*.

²⁵ Voir *L'emploi au-delà des frontières cantonales*, Rapport sur le produit intérieur brut (PIB) romand, Forum des 100, mai 2013.

En appliquant la répartition des dépenses indiquée dans les tableaux 12 et 13 au revenu disponible obtenu à partir de la masse salariale pour le canton de Genève, le canton de Vaud et la France voisine, et après avoir tenu compte des contributions sociales obligatoires et de la propension marginale à consommer, on obtient les dépenses de consommation dans les diverses branches effectuées dans les trois régions sous revue par les collaborateurs des multinationales (tableau 14). Pour chacune des branches, le montant des dépenses de consommation équivaut à un chiffre d'affaires du même montant pour les fournisseurs vendant les biens et services dans les branches en question. Par exemple, grâce aux collaborateurs des multinationales résidant dans le canton de Genève, le chiffre d'affaires des entreprises genevoises appartenant à la branche alimentaire se trouve augmenté de 496 millions et celui du secteur de l'hôtellerie et restauration de 399 millions. Pour le canton de Vaud et la France voisine ces chiffres se montent à respectivement 80 et 56 millions et 128 et 66 millions.

Tableau 14
Dépenses de consommation engendrées
par les salaires versés par les multinationales
(millions)

	Genève	Vaud	France voisine ¹
Secteur secondaire	904	145	254
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	496	80	128
Boissons alcoolisées et tabacs	78	14	29
Vêtements et chaussures	162	24	42
Ameublement, équipement et entretien du ménage	168	27	55
Secteur tertiaire	3205	486	687
Restauration et services d'hébergement	399	56	66
Logement et énergie	1214	184	241
Dépenses de santé	266	31	36
Transports	450	92	132
Communications	158	22	27
Loisirs et culture	475	72	81
Autres biens et services	245	29	104
Total	4109	631	941

Source : nos propres calculs.

¹ Région Rhône-Alpes.

Il s'agit maintenant de déterminer ce que ce chiffre d'affaires supplémentaire représente pour les fournisseurs en termes de masse salariale et de valeur ajoutée supplémentaires. Il faut donc déterminer une relation entre le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et la masse salariale. Pour ce faire, on se base sur divers tableaux publiés par l'OFS avec des données sur les chiffres d'affaires, les charges de personnel, les salaires, les charges de marchandises et matériaux, entre autres²⁶. De ces chiffres on peut déduire divers ratios et en particulier le ratio entre les salaires et le chiffre d'affaires pour chacune des branches d'activité économique. La même source donne également les relations entre la valeur ajoutée, les charges et le chiffre d'affaires, selon les branches. Ces ratios et

²⁶ *Chiffre d'affaires et charges de marchandises et de matériaux selon la division économique, Charges de personnel et autres charges d'exploitation selon la division économique, Structure du compte de résultats des entreprises selon la division économique, Statistique de la production et de la valeur ajoutée, OFS.*

relations nous servent à calculer la masse salariale pouvant être associée au chiffre d'affaires supplémentaire, pour chacune des branches prises en considération, l'hypothèse sous-jacente étant toutefois que les ratios observés au niveau suisse restent valables en particulier pour les cantons de Genève et de Vaud. A chacune des catégories du tableau 14 nous associons les divers ratios correspondants et, après avoir additionné les résultats par branche, nous obtenons la masse salariale supplémentaire liée aux dépenses des collaborateurs des multinationales²⁷.

Pour la France voisine, on peut procéder de la même façon, étant donné que les mêmes types de rapport que ceux publiés par l'OFS pour la Suisse existent pour la France²⁸.

Une fois ces montants déterminés, on utilise le salaire médian par branche d'activité pour déduire le nombre d'emplois en équivalents plein temps correspondant à la masse salariale calculée précédemment. Dans une dernière étape, on estime la valeur ajoutée supplémentaire créée grâce aux dépenses des collaborateurs des multinationales. Les résultats sont résumés dans le tableau 15. L'impact indirect en termes de valeur ajoutée représente 14,3% de l'impact direct pour l'ensemble des multinationales, 13,7% pour les multinationales étrangères et 15,2% pour les multinationales suisses. Pour l'économie genevoise, l'impact indirect à travers les salaires correspond à 4,4% en termes de valeur ajoutée et à 6,6% de l'emploi EPT.

²⁷ A noter que la BNS publie également des chiffres qui permettent de calculer le rapport entre consommations intermédiaires et valeur ajoutées au niveau suisse. En utilisant ces rapports, nous obtenons un montant de consommation intermédiaire supérieur d'environ 15% à celui obtenu avec les données de l'OFS. Nous avons préféré rester ici avec la valeur inférieure et adopter ainsi un scénario conservateur.

²⁸ INSEE, dispositif *Elaboration des statistiques annuelles d'entreprise* (ESANE) 2008 et dispositif *Connaissance Locale de l'Appareil Productif* (CLAP) 2009 et *Dépenses de consommation des ménages par fonction de consommation* - COICOP à 3 chiffres - à prix courants [nama co3 c], EUROSTAT.

Tableau 15
Multinationales : Impact indirect via les salaires

	ensemble	étrangères	suisses
Valeur ajoutée (millions)			
total	2'768	1'694	1'074
<i>en % de l'impact direct</i>	<i>14.3</i>	<i>13.7</i>	<i>15.2</i>
- sur Genève	1'989	1'207	782
<i>en % du total genevois¹</i>	<i>4.4</i>	<i>2.7</i>	<i>1.7</i>
- sur Vaud	308	189	119
<i>en % du total vaudois²</i>	<i>0.7</i>	<i>0.4</i>	<i>0.3</i>
- sur France voisine	471	298	173
<i>en % du total régional³</i>	<i>0.2</i>	<i>0.1</i>	<i>0.1</i>
EPT⁴			
total	22'201	13'586	8'615
<i>en % de l'impact direct</i>	<i>31.7</i>	<i>31.8</i>	<i>31.6</i>
- sur Genève	15'843	9'615	6'228
<i>en % du total genevois⁵</i>	<i>6.6</i>	<i>4.0</i>	<i>2.6</i>
- sur Vaud	2'523	1'545	978
<i>en % du total vaudois⁶</i>	<i>0.9</i>	<i>0.6</i>	<i>0.4</i>
- sur France voisine	3'835	2'426	1'409
<i>en % du total régional⁷</i>	<i>0.2</i>	<i>0.1</i>	<i>0.1</i>

Source : nos propres calculs (y compris pour les PIB genevois et vaudois).

¹ Valeur ajoutée (PIB) du canton de Genève.

² Valeur ajoutée (PIB) du canton de Vaud.

³ Valeur ajoutée (PIB) de la région Rhône-Alpes.

⁴ Emplois en équivalents plein temps.

⁵ Total des emplois EPT du canton de Genève.

⁶ Total des emplois EPT du canton de Vaud.

⁷ Total des emplois EPT de la région Rhône-Alpes.

Impact indirect via les consommations intermédiaires

Le deuxième impact indirect se réalise à travers les consommations intermédiaires, ou dépenses en biens et services, des multinationales. Ici aussi, faute de chiffres, nous devons passer par quelques hypothèses. Nous n'avons aucune indication concernant les charges totales des multinationales, mais nous savons que les charges totales comprennent entre autres les dépenses en biens et services. Comme dans la partie précédente, nous nous basons sur divers ratios qu'on observe au niveau national. En l'occurrence il s'agit des relations entre les charges de biens et services, les charges totales, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée, relations qui nous permettent d'aboutir à un rapport entre les charges de biens et services et la valeur ajoutée. Ce dernier permet d'estimer le montant des consommations intermédiaires des multinationales.

Une partie de la consommation intermédiaire est importée, soit d'autres cantons, soit de l'étranger. Ici aussi, nous n'avons aucune indication concernant l'importance des importations des multinationales et nous devons nous inspirer des informations pour l'économie suisse dans son ensemble. Le tableau d'entrées/sorties pour l'économie suisse²⁹ permet d'estimer que la part des importations (prix CAF³⁰) dans la valeur ajoutée

²⁹ OFS, *Swiss Input-Output table, 2008*.

³⁰ Coût, assurance et fret.

s'élève à 47,8%. Ce rapport est appliqué à la valeur ajoutée totale des multinationales, ce qui donne une consommation intermédiaire dans le canton de 9'861 millions. Ce montant est probablement surestimé étant donné que nous n'avons aucune indication quant à la part importée d'autres cantons.

Pour la France, nous tenons compte à la fois de la part des importations genevoises provenant de France (23%) et des exportations françaises du Département Rhône-Alpes (11%), ces pourcentages étant appliqués au montant de la consommation intermédiaire décrite plus haut.

Comme pour la consommation des collaborateurs, les dépenses des multinationales en biens et services peuvent être considérées comme un supplément de chiffre d'affaires pour leurs fournisseurs. Par conséquent on calcule l'impact indirect de la consommation intermédiaire des multinationales selon la même méthodologie que pour l'estimation de l'impact indirect des salaires (tableau 16)³¹.

Tableau 16

Multinationales : Impact indirect via les consommations intermédiaires

	ensemble	étrangères	suisses
Valeur ajoutée (millions)			
total	2'985	1'771	1'214
<i>en % de l'impact direct</i>	15.4	14.3	17.2
- sur Genève	2'902	1'718	1'184
<i>en % du total genevois¹</i>	6.4	3.8	2.6
- sur Vaud	---	---	---
<i>en % du total vaudois²</i>	---	---	---
- sur France voisine	83	53	30
<i>en % du total régional³</i>	0.0	0.0	0.0
EPT⁴			
total	19'129	11'353	7'776
<i>en % de l'impact direct</i>	27.3	26.6	28.5
- sur Genève	18'478	10'938	7'540
<i>en % du total genevois⁵</i>	7.8	4.6	3.2
- sur Vaud	---	---	---
<i>en % du total vaudois⁶</i>	---	---	---
- sur France voisine	651	415	236
<i>en % du total régional⁷</i>	0.0	0.0	0.0

Source : nos propres calculs (y compris pour les PIB genevois et vaudois).

¹ Valeur ajoutée (PIB) du canton de Genève.

² Valeur ajoutée (PIB) du canton de Vaud.

³ Valeur ajoutée (PIB) de la région Rhône-Alpes.

⁴ Emplois en équivalents plein temps.

⁵ Total des emplois EPT du canton de Genève.

⁶ Total des emplois EPT du canton de Vaud.

⁷ Total des emplois EPT de la région Rhône-Alpes.

³¹ En comparant les tableaux 15 et 16, on peut s'étonner que la valeur ajoutée via les consommations intermédiaires soit supérieure à celle via les salaires, alors que c'est l'inverse pour les emplois en équivalents plein temps. Deux raisons peuvent l'expliquer : 1) pour le canton de Vaud nous n'avons pas la consommation intermédiaire et 2) la consommation intermédiaire est probablement surestimée pour le canton de Genève, puisque nous ne connaissons pas la part de la consommation intermédiaire importée des autres cantons.

Impact indirect total

Le tableau 17 résume les résultats pour les deux impacts indirects décrits plus haut, à savoir celui via les salaires et celui via les consommations intermédiaires. Au total, les multinationales créent, à travers l'impact indirect, une valeur ajoutée supplémentaire de 5'752 millions, 3'464 millions venant des multinationales étrangères (60%) et 2'288 millions venant des multinationales suisses (40%). Cette valeur ajoutée supplémentaire représente environ 30% de l'impact direct. Pour l'économie genevoise, la valeur ajoutée supplémentaire est de 4'891 millions, soit 10,9% de la valeur ajoutée cantonale. Pour l'économie vaudoise, la valeur ajoutée supplémentaire atteint 308 millions représentant 0,7% de la valeur ajoutée totale vaudoise et pour la France voisine la valeur ajoutée supplémentaire se monte à 554 millions et représente 0,2% de la valeur ajoutée totale de la région Rhône-Alpes.

En termes d'emplois en équivalents plein temps, l'ensemble des multinationales permettent de créer ou maintenir 41'330 emplois EPT, qui se répartissent en 34'321 emplois EPT pour l'économie genevoise, soit 14,4% du total genevois, en 2'523 emplois EPT pour l'économie vaudoise (0,9% du total vaudois) et 4'486 pour la France voisine, soit 0,2% du total de la région française. On peut en conclure que dans l'économie genevoise, et toutes choses égales par ailleurs et sans possible effet de substitution, 10,9% de la valeur ajoutée sont indirectement en lien avec les activités des multinationales.

Tableau 17
Multinationales : Impact indirect total

	ensemble	étrangères	suisses
Valeur ajoutée (millions)			
total	5'752	3'464	2'288
<i>en % de l'impact direct</i>	29.6	28.0	32.5
- sur Genève	4'891	2'925	1'966
<i>en % du total genevois¹</i>	10.9	6.5	4.4
- sur Vaud	308	189	119
<i>en % du total vaudois²</i>	0.7	0.4	0.3
- sur France voisine	554	351	203
<i>en % du total régional³</i>	0.2	0.1	0.1
EPT⁴			
total	41'330	24'939	16'391
<i>en % de l'impact direct</i>	59.1	58.4	60.1
- sur Genève	34'321	20'553	13'768
<i>en % du total genevois⁵</i>	14.4	8.6	5.8
- sur Vaud	2'523	1'545	978
<i>en % du total vaudois⁶</i>	0.9	0.6	0.4
- sur France voisine	4'486	2'841	1'645
<i>en % du total régional⁷</i>	0.2	0.1	0.1

Source : nos propres calculs (y compris pour les PIB genevois et vaudois).

¹ Valeur ajoutée (PIB) du canton de Genève.

² Valeur ajoutée (PIB) du canton de Vaud.

³ Valeur ajoutée (PIB) de la région Rhône-Alpes.

⁴ Emplois en équivalents plein temps.

⁵ Total des emplois EPT du canton de Genève.

⁶ Total des emplois EPT du canton de Vaud.

⁷ Total des emplois EPT de la région Rhône-Alpes.

Impact induit

Le raisonnement de la partie précédente peut être poursuivi, car les dépenses liées à l'impact indirect génèrent un chiffre d'affaires supplémentaire pour les fournisseurs indirects³² qui, à leur tour, versent des salaires et achètent des biens et services, générant un nouveau chiffre d'affaires et le processus continue ainsi. La valeur ajoutée supplémentaire créée par l'impact indirect engendrera donc une nouvelle valeur ajoutée qui conduit elle aussi à une valeur ajoutée supplémentaire et ainsi de suite. On aboutit à une chaîne de dépenses successives, se diffusant à travers l'économie, jusqu'à ce que toute la valeur ajoutée soit absorbée (effet boule de neige). Toutefois, contrairement à l'impact indirect et a fortiori l'impact direct, qui se déploient assez rapidement dans l'économie, l'impact induit peut prendre beaucoup plus de temps à se concrétiser, étant donné qu'il est le résultat de dépenses successives à travers le temps. Comme la méthodologie reste la même que celle adoptée pour estimer l'impact indirect, nous donnons sans autre les résultats dans le tableau 18.

Au final on obtient un impact induit de presque 5 milliards pour l'ensemble des multinationales. A l'impact indirect s'ajoute ainsi l'impact induit qui représente 25,4% de

³² Fournisseurs des entreprises générant l'impact indirect.

l'impact direct pour l'ensemble des multinationales, 23,9% pour les multinationales étrangères et 28% pour les multinationales suisses. Nous passons directement à l'impact total ci-dessous.

Tableau 18
Multinationales : Impact induit

	ensemble	étrangères	suisses
Valeur ajoutée (millions)			
total	4'927	2'957	1'971
<i>en % de l'impact direct</i>	25.4	23.9	28.0
- sur Genève	4'224	2'526	1'698
<i>en % du total genevois¹</i>	9.4	5.6	3.8
- sur Vaud	264	161	103
<i>en % du total vaudois²</i>	0.6	0.4	0.2
- sur France voisine	440	270	170
<i>en % du total régional³</i>	0.2	0.1	0.1
EPT⁴			
total	35'398	21'244	14'154
<i>en % de l'impact direct</i>	50.6	49.7	51.9
- sur Genève	30'046	17'968	12'077
<i>en % du total genevois⁵</i>	12.6	7.5	5.1
- sur Vaud	1'813	1'103	710
<i>en % du total vaudois⁶</i>	0.7	0.4	0.3
- sur France voisine	3'539	2'173	1'366
<i>en % du total régional⁷</i>	0.2	0.1	0.1

Source : nos propres calculs (y compris pour les PIB genevois et vaudois).

¹ Valeur ajoutée (PIB) du canton de Genève.

² Valeur ajoutée (PIB) du canton de Vaud.

³ Valeur ajoutée (PIB) de la région Rhône-Alpes.

⁴ Emplois en équivalents plein temps.

⁵ Total des emplois EPT du canton de Genève.

⁶ Total des emplois EPT du canton de Vaud.

⁷ Total des emplois EPT de la région Rhône-Alpes.

Impact total

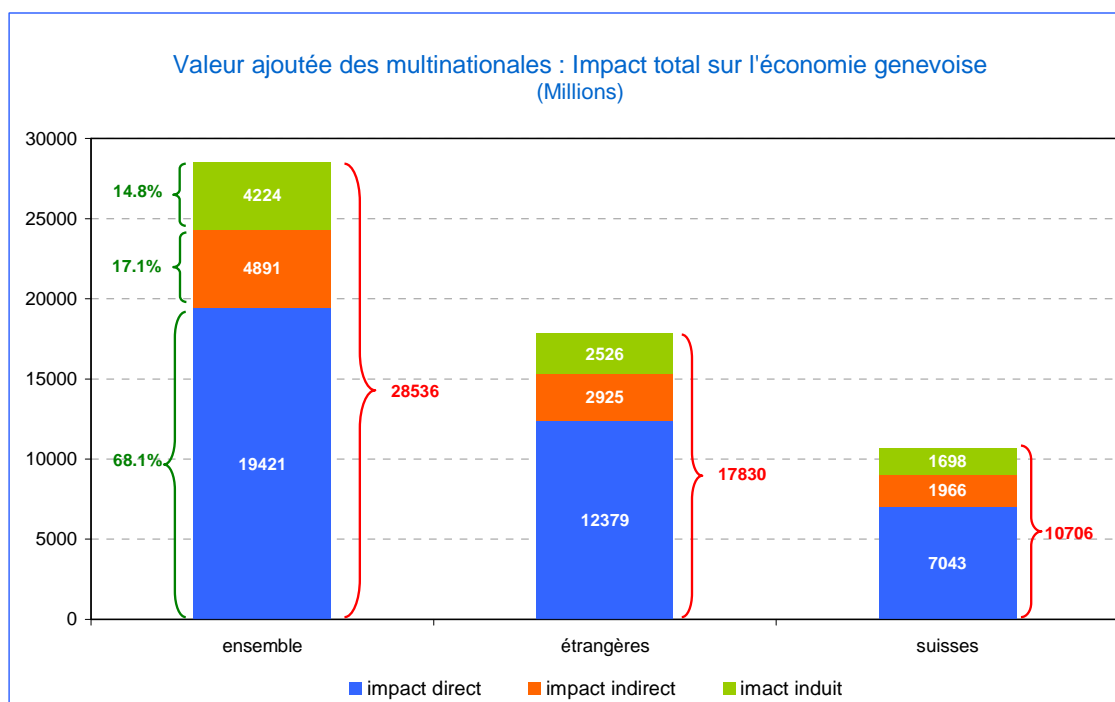
En additionnant les trois impacts, à savoir direct, indirect et induit, on obtient l'impact économique total des multinationales, résumé dans le tableau 19. On voit ainsi que les activités des multinationales permettent de créer globalement une valeur ajoutée d'environ 30 milliards, dont 19 milliards (62%) viennent des multinationales étrangères et 11 milliards (38%) des multinationales suisses.

L'impact le plus important est, par définition, pour le canton de Genève, puisque 94,8% de la valeur ajoutée globale se réalise dans l'économie genevoise, 1,9% de la valeur ajoutée globale concerne l'économie vaudoise et 3,3% l'économie de la région Rhône-Alpes. Les proportions restent à peu près les mêmes pour l'emploi et, si différence il y a, elle est liée à la structure différente pour les trois économies prises en considération ici.

Tableau 19
Multinationales : Impact total

Valeur ajoutée (millions)	ensemble		étrangères		suisSES	
total	30'101	100%	18'799	100%	11'302	100%
- sur Genève	28'536	94.8%	17'830	94.8%	10'706	94.7%
- sur Vaud	572	1.9%	349	1.9%	222	2.0%
- sur France voisine	993	3.3%	621	3.3%	373	3.3%
EPT						
total	146'700	100%	88'885	100%	57'815	100%
- sur Genève	134'340	91.6%	81'224	91.4%	53'116	91.9%
- sur Vaud	4'336	2.3%	2'648	3.0%	1'688	2.9%
- sur France voisine	8'025	5.5%	5'013	5.6%	3'011	5.2%

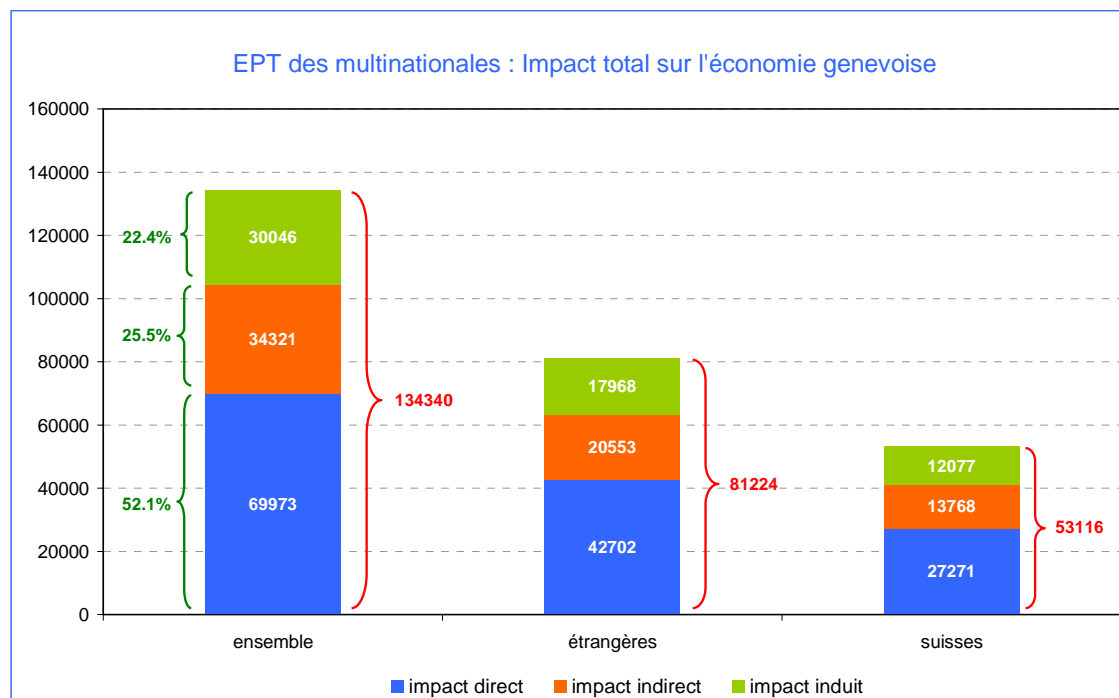
Source : nos propres calculs (y compris pour les PIB genevois et vaudois).



Graphique 4

Pour l'économie genevoise, il est possible de calculer le multiplicateur de l'emploi, c'est-à-dire calculer à combien d'emplois en équivalents plein temps indirects et induits est lié un emploi en équivalents plein temps dans les multinationales et cela à travers toutes les dépenses induites par les activités des multinationales. Ainsi, le passage de 69'973 emplois dans les multinationales à un total de 134'340 emplois indirects et induits (graphique 5), implique que le multiplicateur de l'emploi est de 1,9. Cela signifie qu'à un emploi dans les multinationales est associé grosso modo un autre emploi dans le reste de l'économie genevoise. La valeur du multiplicateur est environ la même pour les

multinationales étrangères et suisses, même si pour ces dernières on observe un multiplicateur légèrement plus élevé que pour les multinationales suisses (tableau 20).



Graphique 5

Cependant ce multiplicateur doit être interprété avec précaution. En effet plus on s'éloigne de l'impact direct, plus des problèmes de complémentarité apparaissent, avec des doubles comptages possibles, ce qui constitue une des limites des modèles d'impacts économiques. Ainsi, si les multinationales venaient à cesser toute activité du jour au lendemain, cela ne signifie pas que 64'367 emplois EPT (impact indirect et induit) disparaîtraient dans l'économie genevoise (en plus de ceux des multinationales elles-mêmes). Tout ce qu'on peut avancer, c'est que, toutes choses égales par ailleurs, environ 27% des emplois genevois s'appuient ou bénéficient en partie des activités des multinationales établies à Genève.

Tableau 20

Multinationales : Multiplicateur de l'emploi

	Ensemble	Etrangères	Suisses
économie genevoise	1.92	1.90	1.95

Source : nos propres calculs.

Pour le canton de Vaud et la France voisine, on ne peut pas calculer de multiplicateur étant donné que l'impact direct se réalise par définition dans l'économie genevoise. On peut juste énoncer le constat qu'un emploi en équivalents plein temps dans les multinationales à Genève génère ou permet de maintenir au total 8'025 emplois en

équivalents plein temps en France voisine (tableau 19), représentant environ 0,4% de la valeur ajoutée totale de la région Rhône-Alpes, et 4'336 emplois en équivalents plein temps dans le canton de Vaud, soit environ 1,3% de la valeur ajoutée totale dans l'économie vaudoise.

Impôts

Nous nous limitons ici aux impôts directs sur le revenu des personnes physiques et sur le bénéfice et le capital des personnes morales revenant au canton de Genève et à ses communes, ainsi qu'aux impôts indirects représentés par la taxe sur la valeur ajoutée.

Impôts directs

Impôts sur les personnes physiques

Etant donné que nous n'avons pas de chiffres concernant les impôts perçus sur les revenus des collaborateurs des multinationales, nous devons ici aussi estimer les impôts sur le revenu des personnes physiques à travers les salaires versés par les multinationales. Plusieurs ajustements sont nécessaires pour estimer le montant des impôts revenant au canton et communes.

Premièrement, la masse salariale totale versée par les multinationales est distribuée entre les cantons de Genève et Vaud et en France voisine, selon la méthodologie décrite dans la partie sur l'impact indirect et nous n'y revenons donc pas ici. Rappelons simplement que, pour la masse salariale totale versée par l'ensemble des multinationales, 70,4% vont au canton de Genève, 10% au canton de Vaud et 19,6% à la France voisine. Pour les multinationales étrangères, ces proportions sont de respectivement 69,8%, 10% et 20,2% et pour les multinationales suisses les proportions sont de 71,5%, 10% et 18,5%. La différence des pourcentages pour Genève (et aussi pour la France voisine) vient de la structure différente entre les multinationales étrangères et suisses. Pour le canton de Vaud, le chiffre de 10% correspond au pourcentage de navetteurs entre Vaud et Genève³³.

Le deuxième ajustement concerne le taux d'imposition applicable. Nous nous référons aux chiffres de la charge fiscale publiés par l'Administration fédérale des contributions³⁴, qui donne la charge fiscale selon des tranches de revenu brut du travail et selon quelques statuts familiaux. Il ressort du questionnaire envoyé aux multinationales concernant la situation familiale de leurs collaborateurs que le statut familial de la majorité (87%) des collaborateurs se partage entre célibataires sans enfant (21,2%), couples sans enfant (19,5%), couples avec un enfant (13,6%), couples avec deux enfants (25,6%) et couples avec trois enfants (7,1%). Le reste couvre les autres statuts familiaux. Nous avons donc

³³ Voir la partie *Impact indirect via les salaires*.

³⁴ *Charge fiscale en Suisse. Chefs-lieux des cantons-Nombres cantonaux* et plus particulièrement *Impôts sur le revenu et sur la fortune des personnes physiques*, AFC.

calculé une moyenne pondérée de la charge fiscale (y compris IFD) pour les quatre statuts familiaux principaux susmentionnés.

Quant aux frontaliers, ces derniers sont imposés à la source et, selon un accord franco-suisse de 1973, la compensation financière doit être égale à 3,5% de la masse salariale brute des travailleurs frontaliers.

Les résultats pour les impôts sur les personnes physiques sont reproduits dans les tableaux 21 et 22 et se retrouvent dans le tableau 25 donnant le total. Plus de 1,3 milliards reviennent ainsi au canton de Genève et à ses communes au titre d'impôts sur le revenu des personnes physiques, ce qui constitue 36,1% du total des recettes fiscales de l'Etat.

Tableau 21

Multinationales

Impôts sur les personnes physiques revenant au canton et aux communes, millions

Genève	ensemble	étrangères	suisses
Impôts cantonaux et communaux sur le revenu	1'377	844	534
Part cantonale ¹ à l'IFD sur le revenu	42	26	16
Rétrocession aux communes françaises	-67	-43	-25
Total revenant au canton et aux communes	1'352	827	525
Vaud	ensemble	étrangères	suisses
Impôts cantonaux et communaux sur le revenu	161	99	62
Part cantonale ¹ à l'IFD sur le revenu	5	3	2
Total revenant au canton et aux communes	166	102	64

Source : nos propres calculs.

¹ 17% de l'IFD total versé (voir tableau 22).

Tableau 22

Multinationales : IFD sur les personnes physiques, millions

	ensemble	étrangères	suisses
Genève	247	151	96
Vaud	28	17	11
Total	275	168	107

Source : nos propres calculs.

Impôts sur les personnes morales

Concernant les impôts sur les personnes morales, l'OCSTAT a extrait et nous a transmis les chiffres qui se trouvent dans les tableaux 23 et 24. Si pour les impôts cantonaux et communaux les multinationales suisses contribuent à hauteur de 15,4% au total perçu (ce qui n'est pas loin de leur poids en termes d'établissements), leur contribution est nettement moins pour l'IFD (4,3%). Le montant total de 684 millions représente 44,4% du total des impôts sur les personnes morales ce qui est légèrement plus que la part de leur valeur ajoutée dans l'économie genevoise (41,2%). La Confédération bénéficie, elle, de 539 millions au titre d'IFD, soit 3,3% de l'IFD total perçu par la Confédération.

Tableau 23
Multinationales
Impôts sur les personnes morales revenant au canton et aux communes, millions

	ensemble	étrangères	suisses
Impôts cantonaux et communaux	592	501	91
Part cantonale ¹ à l'IFD sur le bénéfice	92	88	4
Total revenant au canton	684	589	95

Source : OCSTAT et AFC.

¹ 17% de l'IFD total versé (voir tableau 24).

Tableau 24
Multinationales : IFD sur les personnes morales, millions

	ensemble	étrangères	suisses
Total	539	515	23

Source : OCSTAT et AFC.

Impôts indirects (TVA)

De façon générale, le point de départ pour le calcul de la TVA pour une entreprise est son chiffre d'affaires global. Après avoir tenu compte d'un certain nombre de déductions (exportations, chiffre d'affaires exclu, autres déductions nettes), on aboutit au chiffre d'affaires imposable. La Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (LTVA) définit les prestations exonérées de l'impôt ainsi que celles exclues du champ de l'impôt³⁵. Le chiffre d'affaires imposable varie fortement d'une branche économique à l'autre, selon qu'on est en présence d'une branche tournée vers le marché extérieur ou non. Mais il varie également en fonction des prestations exclues du champ de l'impôt, parmi lesquelles on compte, par exemple, des opérations réalisées dans les domaines du marché monétaire et du marché des capitaux ainsi que les opérations d'assurance et de réassurance. Le chiffre d'affaires imposable représente, p.ex., 42% du chiffre d'affaires total dans l'industrie alimentaire, 94% dans la construction, 71% dans le commerce de détail, mais seulement 9,6% dans le commerce de gros, 8% dans l'industrie chimique, 9% dans l'intermédiation financière et 0,5% dans les activités d'assurances.

Dans la présente étude et en vertu de ce qui précède concernant les déductions, nous ne pouvons pas simplement appliquer le taux d'imposition sur la valeur ajoutée calculée pour les multinationales. De plus, nous n'avons pas d'indications sur les montants déductibles pour obtenir le chiffre d'affaires imposable pour les sociétés en question. Nous devons donc essayer d'estimer le montant de la TVA à partir de données existantes au niveau national. En l'occurrence, l'Administration fédérale des contributions (AFC) publie un tableau détaillé selon les activités économiques, qui part du chiffre d'affaires et, en passant par les déductions, le chiffre d'affaires imposable, les impôts à taux normal, réduit, etc. aboutit au produit de l'impôt, ce dernier étant égal à la différence entre l'impôt à payer et l'impôt à rembourser (ou encore entre l'impôt collecté et l'impôt

³⁵ art. 21 et 23, *Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (LTVA)*.

préalable déductible)³⁶. Ainsi, au niveau suisse et pour l'ensemble des branches, le chiffre d'affaires imposable représente 23,4% du chiffre d'affaires total³⁷. L'impôt à payer et l'impôt à rembourser correspondent à respectivement 2,2% et 1,2% du chiffre d'affaires imposable et finalement le produit de l'impôt se monte à 1% du chiffre d'affaires imposable. A noter également que le produit de l'impôt venant de l'ensemble des branches économiques, qui est de 8,1 milliards en 2008, représente 1,5% de la valeur ajoutée totale suisse.

Au vu des développements plus haut, la seule solution qui nous semble utilisable ici est de comparer la valeur ajoutée par branche économique des multinationales à celle enregistrée au niveau Suisse, toujours par branche économique, et d'appliquer le rapport aux divers produits d'impôt par branche économique, l'hypothèse sous-jacente étant bien entendu que les rapports en question sont transposable à l'économie genevoise. Il s'agit donc d'une estimation qu'il faudra prendre avec prudence, même si à la fin les chiffres semblent plausibles.

Selon cette méthodologie, le produit de l'impôt sur l'ensemble des multinationales s'élève à 242 millions en 2008³⁸, dont 211 pour les multinationales étrangères et le reste, soit 31 millions, pour les multinationales suisses. Pour l'ensemble des multinationales, ce montant représente 1,2% de leur valeur ajoutée, pour les multinationales étrangères le pourcentage est de 1,7% et pour les multinationales suisses il est de 0,4%. La différence vient de la structure différente entre les multinationales étrangères et suisses, déjà évoquée dans la partie sur l'impact direct où le tableau 7 indique que la valeur ajoutée des multinationales suisses se réalise pour plus de 60% dans la branche des activités financières et d'assurance et pour plus de 8% dans l'industrie chimique. Or, comme mentionné plus haut, ce sont deux branches pour lesquelles le chiffre d'affaires imposable est bas par rapport au chiffre d'affaires total.

Les pourcentages obtenus semblent donc en accord avec celui obtenu au niveau suisse (1,7%). Un autre indice qui va dans le sens de la plausibilité des chiffres, c'est que le montant global de 242 millions représente 15,6% du montant obtenu si on multiplie simplement la valeur ajoutée des multinationales par le taux de TVA normal de 8% (1'554 millions). Cela signifie que 15,6% de la valeur ajoutée des multinationales serait imposable. Au niveau suisse, on note que 19,5% du chiffre d'affaires sont imposables dans le secteur tertiaire (dans lequel les multinationales produisent environ 90% de leur valeur ajoutée). Les deux pourcentages ne sont donc pas trop éloignés l'un de l'autre.

³⁶ Tableaux détaillés selon les activités économiques 2001-2008, Taxe sur la valeur ajoutée, AFC. Voir aussi *La taxe sur la valeur ajoutée en Suisse 2008. Résultats et commentaires*, AFC.

³⁷ Plus haut, nous avons vu dans quelle mesure ce rapport varie selon les branches d'activité.

³⁸ Année de référence de l'étude.

Impôts totaux

Pour l'ensemble des multinationales, plus de 2'036 millions reviennent au canton de Genève et à ses communes au titre d'impôts sur les personnes physiques et sur les personnes morales, ce qui représente 33,1% du total des recettes fiscales de l'Etat (tableau 25). Pour les multinationales étrangères et suisses, ces chiffres se montent à respectivement 1'415 millions (23% du total des impôts) et 620 millions (10,1% du total).

Quant à l'IFD, le montant versé par les personnes physiques et morales est estimé à 4,6% de l'IFD perçu au niveau national pour l'ensemble des multinationales, 3,9% pour les multinationales étrangères et 0,7% pour les multinationales suisses. Les pourcentages concernant la TVA atteignent respectivement 1,2%, 1% et 0,2%.

Tableau 25

Multinationales : Impôts totaux revenant au canton de Genève et à ses communes

	ensemble	étrangères	suisses
Personnes physiques	1'352	827	525
<i>en % du total sur le revenu¹</i>	<i>36.1</i>	<i>22.1</i>	<i>14.0</i>
Personnes morales	684	589	95
<i>en % du total sur les personnes morales¹</i>	<i>35.9</i>	<i>30.9</i>	<i>5.0</i>
Total des impôts	2'036	1'415	620
<i>en % du total des recettes fiscales¹</i>	<i>33.1</i>	<i>23.0</i>	<i>10.1</i>

Source : OCSTAT et AFC, pour les personnes morales, et nos propres calculs.

¹ y compris part cantonale à l'IFD.

Tableau 26

Multinationales : IFD et TVA

IFD	ensemble	étrangères	suisses
Personnes physiques	275	168	107
Personnes morales	539	515	23
Total	814	683	130
<i>en % de l'IFD total au niveau national</i>	<i>4.6</i>	<i>3.9</i>	<i>0.7</i>
TVA			
Total	242	211	31
<i>en % du total de la TVA au niveau national</i>	<i>1.2</i>	<i>1.0</i>	<i>0.2</i>

Source : OCSTAT et AFC, pour les personnes morales, et nos propres calculs.

La partie suivante est consacrée au secteur international public.

Le secteur international public

Depuis l'arrivée des premières organisations internationales au siècle passé, le secteur international non marchand s'est beaucoup développé à Genève. L'objectif de cette partie est d'évaluer l'impact économique du secteur international public sur l'économie genevoise, sur celle du canton de Vaud et sur celle de la France voisine. Comme la méthodologie s'apparente à celle développée pour les multinationales, nous ne donnerons ci-dessous que les résultats.

Les organisations internationales à Genève

Le secteur international public pris en considération ici se compose des organisations internationales, des missions permanentes et des organisations internationales non gouvernementales, notées dans ce qui suit par respectivement OI, MP et OING.

Organisations internationales

Depuis le 1^{er} janvier 2008, les organisations internationales sont distinguées selon qu'elles bénéficient d'un accord de siège, d'un accord de nature fiscale ou d'un accord sur les privilèges et immunités³⁹. La principale conséquence est que, depuis 2010, le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) et la FISCR (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) ne font plus partie des organisations internationales non gouvernementales, mais des organisations internationales au bénéfice d'un accord de siège. Le tableau 27 indique le nombre d'organisations internationales établies dans le canton de Genève selon les critères susmentionnés et cela depuis 2008.

Tableau 27
Organisations internationales

Organisations internationales	2008	2009	2010	2011	2012
au bénéfice d'un accord de siège	20	22	23	21	21
au bénéfice d'un accord de nature fiscale	5	5	5	4	4
au bénéfice d'un accord sur les privilèges et immunités	---	---	---	4	4
Total	25	27	28	29	29

Source : OCSTAT, *Enquête sur les organisations internationales*.

Voir aussi *Enquête annuelle auprès des organisations internationales. Méthodologie*, pour les définitions.

L'Office cantonal de statistique réalise chaque année une enquête auprès de l'ensemble des organisations internationales afin de mesurer leur importance et leur évolution en termes d'emplois, de dépenses et d'activités conférencières, entre autres. Les organisations internationales au bénéfice d'un accord de siège représentent 95,3% du

³⁹ Voir *Loi sur l'Etat hôte (LEH)* et *Ordonnance sur l'Etat hôte (OLEH)*, Département fédéral des affaires étrangères, juin 2007.

total des effectifs en 2012 (tableau 28). Plus de trois quarts (76,6%) des effectifs sont des personnes au bénéfice d'un statut de permanent. Depuis 2008, le nombre d'organisations internationales a légèrement augmenté, passant d'un total de 25 en 2008 à un total de 29 en 2012, la différence venant du nombre d'organisations au bénéfice d'un accord sur les privilèges et immunités (tableau 29). Le nombre d'effectifs dans les OI avec un accord de siège a augmenté de plus de 13% au cours de la même période, alors que celui des OI avec un accord de nature fiscale a diminué de 3,6%. Mais, avec l'arrivée en 2011 des OI avec un accord sur les privilèges et immunités, le nombre total des effectifs a progressé de 13,5% au cours des années 2008-2012. En revanche, le pourcentage des organisations avec accord de siège est resté pratiquement inchangé, passant de 95,6% en 2008 à 95,3% en 2012.

Tableau 28
Organisations internationales : Effectifs en 2012

Effectifs	permanents	non permanents	total	%
accord de siège	16'008	5'189	21'197	95.3
accord de nature fiscale	827	9	836	3.8
accord sur privilèges et immunités	187	13	200	0.9
total	17'022	5'211	22'233	100.0

Source : OCSTAT, *Enquête sur les organisations internationales*.

Tableau 29
Organisations internationales : Evolution depuis 2008

Nombre	2008	2009	2010	2011	2012	variation
accord de siège	20	22	23	21	21	5.0%
accord de nature fiscale	5	5	5	4	4	-20.0%
accord sur privilèges et immunités	---	---	---	4	4	---
total	25	27	28	29	29	16.0%
Effectifs	2008	2009	2010	2011	2012	
accord de siège	18'714	19'342	20'655	20'486	21'197	13.3%
accord de nature fiscale	867	848	804	817	836	-3.6%
accord sur privilèges et immunités	---	---	---	185	200	---
total	19'581	20'190	21'459	21'488	22'233	13.5%

Source : OCSTAT, *Enquête sur les organisations internationales*.

Le tableau 30 montre que, parmi les OI avec un accord de siège, l'Office des Nations-Unies est le plus gros employeur, avec 29,5% du total des fonctionnaires permanents, suivi du CERN avec 20,4% et de l'Organisation mondiale de la santé avec 12,8%.

Tableau 30

Organisations internationales avec accord de siège
Fonctionnaires permanents et répartition, 2012

	effectifs	%
Office des Nations Unies	4'725	29.5
Organisation internationale du travail	1'169	7.3
Organisation mondiale de la santé	2'054	12.8
Union internationale des télécommunications	696	4.3
Organisation météorologique mondiale	262	1.6
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	970	6.1
Bureau international d'éducation	11	0.1
Organisation mondiale du commerce	679	4.2
Organisation européenne pour la recherche nucléaire	3'258	20.4
Association européenne de libre-échange	19	0.1
Organisation internationale pour les migrations	184	1.1
Union interparlementaire	37	0.2
Organisation internationale de protection civile	14	0.1
Union internationale pour la protection des obtentions végétales	9	0.1
Centre Sud	17	0.1
Cour de l'OSCE	2	0.0
Centre consultatif sur la législation de l'OMC	12	0.1
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	566	3.5
Comité international de la Croix-Rouge	954	6.0
Féd. internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	260	1.6
Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation	110	0.7
Total	15'676	100.0

Source : OCSTAT, *Enquête annuelle auprès des organisations internationales*.

Les organisations internationales au bénéfice d'un accord de siège constituant la majorité des OI, il n'est pas étonnant de constater que, au niveau des dépenses courantes⁴⁰ et des dépenses d'investissements, elles ont également le poids le plus élevé, puisque leurs dépenses totales atteignent 94,9% dans le total des dépenses de l'ensemble des OI (tableau 31). Les dépenses courantes constituent à elles seules 93,9% du total des dépenses.

Tableau 31

Organisations internationales : Dépenses courantes et investissements en 2011
(millions)

	dépenses	investissements	total	%
accord de siège	4'445	303	4'748	94.9
accord de nature fiscale	190	3	193	3.9
accord sur privilèges et immunités	60	0	60	1.2
Total	4'695	306	5'001	100.0

Source : OCSTAT, *Enquête sur les organisations internationales*.

⁴⁰ Qui entrent plus loin dans le calcul de la valeur ajoutée.

Presque la moitié (48,5%) des fonctionnaires permanents résident dans le canton de Genève, un peu plus de 40% en France voisine et le reste dans d'autres cantons (tableau 32). Seuls 13,1% des fonctionnaires permanents sont suisses.

Tableau 32

Organisations internationales avec accord de siège
Fonctionnaires selon le lieu de résidence, 2012

	permanents		non permanents		total	
	effectif	parts (%)	effectif	parts (%)	effectif	parts (%)
Genève	7'762	48.5	2'610	50.3	10'372	48.9
Autre canton	1'444	9.0	190	3.7	1'634	7.7
France	6'802	42.5	2'389	46.0	9'191	43.4
Total	16'008	100.0	5'189	100.0	21'197	100.0

Source : OCSTAT, *Enquête annuelle auprès des organisations internationales*.

Missions permanentes et organisations internationales non gouvernementales

Le tableau 33 résume le nombre d'emplois des missions permanentes, MP, et des organisations internationales non gouvernementales, OING, à Genève. Pour les OING, environ 63% des collaborateurs résident dans le canton de Genève et 20% en France voisine. Parmi les emplois des OING, 2'140 se trouvent dans la branche des activités associatives, soit presque 80% des emplois ou encore 35,5% des emplois de cette même branche au niveau cantonal.

Tableau 33

Missions permanentes et organisations internationales non gouvernementales, 2008

Missions permanentes	
effectifs permanents	3'661
OING	
entreprises	121
dont statut ECOSOC ¹	69
emplois	2'713
dont statut ECOSOC ¹	1'911

Source : OFS et OCSTAT, *Recensement des entreprises*.

¹ Le statut ECOSOC correspond au statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations-Unies.

Impacts direct, indirect, induit et total

Les valeurs ajoutées et emplois décrits ci-dessous viennent s'ajouter au PIB genevois puisque, comme déjà mentionné en introduction, les organisations et organismes internationaux sont exclus du calcul du produit intérieur brut.

Impact direct

Comme pour les multinationales, nous nous focalisons sur l'année 2008 pour des raisons de disponibilité de certaines données et également pour des besoins de concordance avec les autres volets de l'étude sur la Genève internationale. Mais, comme noté dans la partie précédente, il n'y a que peu de changements dans les proportions.

En 2008, les organisations internationales actives à Genève employaient à elles seules 19'581 collaborateurs. Ce chiffre est l'équivalent de 7,5% des emplois dans l'économie genevoise (sans le secteur international public). On dénombre 15'267 fonctionnaires permanents (78%) et 4'314 fonctionnaires non-permanents (22%). Pour calculer l'impact direct, nous nous basons sur les postes permanents, ce qui implique que cet impact sera probablement légèrement sous-estimé. A noter également que pour calculer les valeurs ajoutées nous utilisons les emplois en équivalents plein temps.

Tableau 34
Organisations internationales

	effectifs	parts
effectifs permanents	15'267	78%
effectifs non permanents	4'314	22%
total	19'581	100.0

Source : OCSTAT, *Enquête sur les organisations internationales*.

Par définition, les OI représentent le secteur d'activité extraterritorial et sont de ce fait exclues du calcul du produit intérieur brut (PIB) pour le canton de Genève⁴¹, puisqu'elles n'appartiennent pas à un territoire économique spécifique⁴². Cependant, au vu de l'importance qu'elles revêtent dans la vie économique du canton de Genève, nous calculons la valeur ajoutée des organisations internationales dans le cadre du PIB genevois⁴³. Comme ces organisations ne sont pas à but lucratif, l'essentiel de leur valeur ajoutée est constitué des salaires, des contributions sociales et des amortissements. La valeur ajoutée des organisations internationales est ainsi calculée sur la base des statistiques concernant les dépenses courantes⁴⁴. Le coût total du travail (salaires et

⁴¹ Règle valable au niveau international.

⁴² Il en est de même des consulats et missions permanentes (non inclus dans les OI) qui sont comptabilisés dans le produit intérieur brut de leur pays d'origine.

⁴³ D. Nilles et C. Sfreddo, "Estimation du PIB du canton de Genève", in *Etudes et documents*, Office cantonal de la statistique (OCSTAT), Genève, février 2010.

⁴⁴ Voir D. Nilles et C. Sfreddo, *op.cit.*

contributions sociales) est publié par l'OCSTAT⁴⁵ et quant aux amortissements, à défaut de chiffres, ils sont estimés en faisant l'hypothèse que le ratio amortissements/coût du travail est le même que dans l'ensemble des branches "enseignement et santé" au niveau national (ce ratio est égal à environ 0,07).

Il est intéressant de regarder la décomposition des dépenses courantes, vu leur rôle important dans l'estimation de l'impact direct et donc également des impacts indirect et induit plus loin. Il ressort du tableau 35 que la répartition des dépenses courantes diffère légèrement selon le type d'OI. Ainsi le coût salarial (salaires plus contributions sociales) représente 63,1% des dépenses totales pour les OI au bénéfice d'un accord de siège, 78,9% pour celles avec accord de nature fiscale et 57,8% pour celles avec accord sur privilèges et immunités. Les dépenses des OI sous revue s'élèvent à environ 4,6 milliards en 2008, dont plus de 66% représentent le coût salarial (tableaux 35 et 36).

Tableau 35

Organisations internationales : Répartition des dépenses courantes
(moyenne 2007-2011, en %)

	salaires nets	contributions sociales ¹	biens et services
accord de siège	45.2	17.9	36.9
accord de nature fiscale	57.8	21.2	21.1
accord sur privilèges et immunités	41.4	16.4	42.2

Source : OCSTAT, *Enquête sur les organisations internationales*.

¹ Contributions sociales à la charge de l'employeur et des salariés⁴⁶.

Tableau 36

Organisations internationales : Dépenses courantes et répartition, 2008

	millions	parts (%)
Coût salarial	3'073	66.3
Autres biens et services	1'563	33.7
Total	4'636	100.0

Source : OCSTAT, *Dépenses courantes des OI établies à Genève*.

Selon nos estimations dans le cadre du PIB genevois⁴⁷, la valeur ajoutée des OI se monte à 3'270 millions en 2008. Ce chiffre représente 7,3% de la valeur ajoutée totale genevoise⁴⁸, ce qui constitue donc une proportion non négligeable et souligne l'importance de ce secteur pour l'économie genevoise. On peut conclure du tableau 37 que cette proportion fluctue dans un intervalle allant de 7,0% à 7,3% au cours des années 2008 à 2012. Les proportions plus élevées en 2009 et dans une moindre mesure en 2010 sont dues au fait que le PIB genevois a diminué de 3,4% en 2009 suite à la crise

⁴⁵ OCSTAT, tableau T 06.06.2.01 *Dépenses courantes des organisations internationales (OI) établies à Genève*.

⁴⁶ Les contributions à la charge de l'employeur représentant respectivement 65%, 62,5% et 64,6% en moyenne pour les OI avec accord de siège, accord de nature fiscale et accord sur les privilèges et immunités.

⁴⁷ D. Nilles et C. Sfreddo, *op. cit.*

⁴⁸ Il s'agit ici du PIB avant ajustements, c'est-à-dire avant l'imputation des impôts et subventions. En l'occurrence le PIB avant ajustements est égal à la somme de toutes les valeurs ajoutées.

économique et financière de fin 2008. Les organisations internationales ayant probablement moins souffert lors de ces années-là, le poids de leur valeur ajoutée dans la valeur ajoutée cantonale a passagèrement augmenté en 2009-2010.

Tableau 37

Organisations internationales : Valeur ajoutée (millions)

	VA totale Genève	OI	part (%)
2008	44'981	3'270	7.3
2009	43'459	3'423	7.9
2010	45'370	3'473	7.7
2011	45'543	3'180	7.0
2012	46'280	3'357	7.3

Source : nos propres calculs.

A la valeur ajoutée des OI il convient d'ajouter celle des missions permanentes, MP, et des organisations internationales non gouvernementales, OING. La valeur ajoutée des missions permanentes est estimée sur base de la valeur ajoutée unitaire des organisations internationales. Pour les OING, la valeur ajoutée est estimée à partir des chiffres sur l'emploi et les branches d'activité dans lesquelles les OING sont actives⁴⁹. Le tableau 38 résume l'impact direct de l'ensemble du secteur international public, en termes d'emplois en équivalents plein temps et en termes de valeur ajoutée. Il ressort de ce tableau que le secteur international public représente 8,3% des emplois en équivalents plein temps du canton et 9,5% de la valeur ajoutée totale du canton. Dans l'ensemble du secteur international public, les organisations internationales ont le poids le plus élevé, puisqu'elles représentent les trois quarts de la valeur ajoutée du secteur international public et 70% des emplois en équivalents plein temps.

A l'ensemble des emplois en équivalents plein temps dans l'économie genevoise, il faut donc en ajouter 19'673 et, en termes de valeur ajoutée, il faut ajouter 4'281 à la valeur ajoutée totale dans l'économie genevoise, dans sa définition "officielle", c'est-à-dire sans les organisations internationales.

Tableau 38

Secteur international public : Impact direct

	EPT ¹	part cantonale ² (%)	VA ³ (mio.)	part cantonale ⁴ (%)
OI	13'879	7.2	3'270	7.3
MP	3'328	1.4	784	1.7
OING	2'466	1.0	227	0.5
Total	19'673	8.3	4'281	9.5

Source : nos propres calculs.

¹ EPT = emplois en équivalents plein temps.

² Part dans l'EPT cantonal (sans le secteur international).

³ VA = valeur ajoutée.

⁴ Part dans la valeur ajoutée totale du canton (sans le secteur international).

⁴⁹ OCSTAT, tableau T 06.06.5.01, *Entreprises et emplois dans les organisations internationales non gouvernementales (OING), selon l'activité économique, en 2008.*

Impact indirect, induit et total

L'enquête de l'OCSTAT auprès des organisations internationales révèle que ces dernières ont distribué des salaires d'un montant de 2'198 millions à leurs collaborateurs. Pour les missions permanentes et les OING, les masses salariales se montent à respectivement 527 et 251 millions. Pour les missions permanentes, la masse salariale est obtenue à travers le salaire moyen des OI appliqué aux missions permanentes et, pour les OING, elle est obtenue selon le salaire de la branche dans laquelle elles sont actives. Après avoir ajusté cette masse salariale par la part des collaborateurs résidant dans les cantons de Genève et de Vaud ainsi qu'en France voisine⁵⁰, nous obtenons les montants de masse salariale sur laquelle nous nous basons pour estimer l'impact indirect à travers les salaires, selon la même méthodologie que pour les multinationales⁵¹.

Quant à l'impact indirect à travers les dépenses des organisations internationales, le point départ est constitué des données sur les dépenses publiées par l'OCSTAT. N'ayant aucune indication sur les dépenses en biens et services des missions permanentes et des OING, nous appliquons simplement aux missions permanentes et aux OING le rapport dépenses par emploi des OI. Nous obtenons ainsi un montant total de 2'215 millions pour la consommation intermédiaire du secteur international public, dont un peu plus de 70% pour les seules OI (tableau 39).

Tableau 39
Consommation intermédiaire du secteur international public
(millions et %)

	dépenses	parts (%)
OI	1'563	70.5
MP	375	16.9
OING	278	12.5
Total	2'215	100.0

Source : nos propres calculs.

Comme dans la partie sur les multinationales, nous tenons compte de la partie importée de la consommation intermédiaire, ce qui donne une consommation intermédiaire dans le canton de 1'562 millions.

Ensuite nous procédons de la même façon que pour l'estimation de l'impact à travers les salaires, avec la différence que cette fois-ci nous tenons compte de la décomposition du PIB genevois selon toutes les branches d'activité, étant donné que la propagation se fait à travers l'ensemble des secteurs d'activité de l'économie genevoise.

⁵⁰ 47,4% des fonctionnaires permanents des OI avec un accord de siège et 47,3% des personnes occupées de façon permanente dans les OI avec un accord fiscal habitent dans le canton de Genève, ces proportions s'élevant à respectivement 44,5% et 21,7% pour la France voisine. Voir OCSTAT, *Enquête sur les organisations internationales*, tableau T 06.06.1.04.

⁵¹ Voir la partie *Impact indirect* dans le chapitre sur les multinationales.

Pour l'impact en France voisine, nous partons d'un montant de 11 millions € obtenu en tenant compte à la fois de la part de importations genevoises provenant de France (23%) et des exportations françaises du Département Rhône-Alpes (11%), ces pourcentages étant appliqués au montant de la consommation intermédiaire décrite plus haut.

A cet impact s'ajoute l'impact induit mesuré par la chaîne de dépenses successives déclenchée par l'impact indirect et on aboutit à l'impact global sur l'économie genevoise, sur l'économie vaudoise et sur l'économie de la région Rhône-Alpes, résumé dans le tableau 40 (tous les montants en CHF).

L'impact total qui correspond à 39'790 emplois EPT se traduit en un multiplicateur de 2,02. Cela signifie qu'à un emploi en équivalents plein temps dans le secteur international public peut être associé grosso modo un autre emploi dans le reste de l'économie genevoise.

Tableau 40
Secteur international public: Impact total

	impact indirect	impact induit	impact total (avec direct)
Valeur ajoutée (millions)			
total	1'510	1'252	7'043
<i>en % de l'impact direct</i>	<i>35.3</i>	<i>29.2</i>	<i>164.5</i>
- sur Genève	1'109	1'004	6'395
<i>en % du total genevois¹</i>	<i>2.5</i>	<i>2.2</i>	<i>14.2</i>
- sur Vaud	98	78	176
<i>en % du total vaudois²</i>	<i>0.2</i>	<i>0.2</i>	<i>0.4</i>
- sur France voisine	303	169	473
<i>en % du total régional³</i>	<i>0.1</i>	<i>0.1</i>	<i>0.2</i>
EPT⁴			
total	11'028	9'029	39'730
<i>en % de l'impact direct</i>	<i>56.1</i>	<i>45.9</i>	<i>202.0</i>
- sur Genève	7'818	7'143	34'635
<i>en % du total genevois⁵</i>	<i>3.3</i>	<i>3.0</i>	<i>14.5</i>
- sur Vaud	745	532	1'277
<i>en % du total vaudois⁶</i>	<i>0.3</i>	<i>0.2</i>	<i>0.5</i>
- sur France voisine	2'465	1'354	3'818
<i>en % du total régional⁷</i>	<i>0.1</i>	<i>0.1</i>	<i>0.2</i>

Source : nos propres calculs (y compris pour les PIB genevois et vaudois).

¹ Valeur ajoutée (PIB) du canton de Genève.

² Valeur ajoutée (PIB) du canton de Vaud.

³ Valeur ajoutée (PIB) de la région Rhône-Alpes.

⁴ Emplois en équivalents plein temps.

⁵ Total des emplois EPT du canton de Genève.

⁶ Total des emplois EPT du canton de Vaud.

⁷ Total des emplois EPT de la région Rhône-Alpes.

Impôts

Une analyse détaillée sur les impôts du secteur international public a été réalisée dans le cadre d'une autre étude récente sur l'impact de la Genève internationale⁵² et nous reprenons ici directement les résultats de cette étude. La partie sur les recettes fiscales du secteur public international examine, entre autres, les impôts perçus sur les salaires des personnes rétribués par le secteur public international, mais non exemptés d'impôts⁵³, et cela pour 2012. Sur un total de 28'693 emplois (OI, MP et OING), 4'319 collaborateurs ne bénéficient d'aucune exonération fiscale, ce qui représente 15,1% du total des emplois dans le secteur international public⁵⁴. Pour ces collaborateurs, les auteurs de l'étude calculent un montant de 82 millions revenant à au canton et communes en tant qu'impôt sur le revenu des personnes physiques et 5,4 millions allant à la Confédération. Le montant de la TVA est établi à 78 millions⁵⁵.

Si on applique les résultats ci-dessus à nos chiffres sur le nombre d'emplois du secteur international public, nous estimons à environ 60 millions le montant des impôts sur le revenu des personnes physiques revenant au canton et communes et à 58 millions le montant de la TVA. Le montant des impôts sur le revenu représente 1,6% du total de l'impôt sur le revenu perçu par l'Etat de Genève et le montant de la TVA représente 0,7% du montant total perçu par la Confédération.

⁵² G. Giacomel, A. M. Diaz et B. Moussong, *Impacts de la Genève internationale sur l'économie et les finances suisses et du Grand Genève*, Laboratoire d'économie appliquée (ILEA), Université de Genève, avril 2014.

⁵³ On sait qu'une grande partie des collaborateurs du secteur international public bénéficient d'exonérations fiscales.

⁵⁴ Voir le tableau 17 dans l'étude précitée.

⁵⁵ Voir le tableau 18 dans l'étude précitée.

Annexe 1 : Répartition des multinationales selon code NOGA 2008, établissements et emplois

		ensemble		étrangères		suisses	
		établiss.	emplois	établiss.	emplois	établiss.	emplois
Noga	Secteur secondaire						
10	Industries alimentaires	0.1	0.1	--	--	0.6	0.2
11	Fabrication de boissons	0.2	0.1	0.3	0.1	--	--
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	0.1	0.0	--	--	0.6	0.1
19	Cokéfaction et raffinage	0.1	0.1	0.1	0.2	--	--
20	Industrie chimique	1.1	4.3	0.9	0.9	1.7	9.6
21	Industrie pharmaceutique	0.5	0.4	0.4	0.2	1.1	0.6
22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0.2	0.0	0.1	0.0	0.6	0.1
23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	0.2	0.1	0.3	0.2	--	--
24	Métallurgie	0.1	0.1	0.1	0.2	--	--
25	Fabrication de produits métalliques	0.3	0.1	0.4	0.2	--	--
26	Fabrication de produits électroniques et optiques, horlogerie	2.4	3.6	2.0	5.0	4.0	1.6
27	Fabrication d'équipements électriques	0.1	0.4	--	--	0.6	1.0
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	1.0	1.1	0.8	0.2	1.7	2.5
30	Fabrication d'autres matériels de transport	0.2	0.5	0.1	0.4	0.6	0.8
32	Autres industries manufacturières	0.3	0.5	0.1	0.0	1.1	1.2
33	Réparation et installation de machines et d'équipements	0.2	0.1	0.3	0.2	--	--
38	Collecte, traitement et élimination des déchets; récup.	0.1	0.0	0.1	0.0	--	--
41	Construction de bâtiments	0.3	0.3	0.1	0.4	1.1	0.2
42	Génie civil	0.4	0.9	0.3	0.4	1.1	1.7
43	Travaux de construction spécialisés	0.8	0.9	0.5	1.0	1.7	0.6
	Secteur tertiaire						
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	1.2	0.7	1.5	1.2	--	--
46	Commerce de gros, à l'exception des autos et des motos	15.9	13.3	17.8	21.0	7.9	1.6
47	Commerce de détail, à l'exception des autos et des motos	7.2	11.3	6.9	5.7	8.5	19.9
49	Transports terrestres et transport par conduites	1.0	0.6	0.9	0.8	1.1	0.4
50	Transports par eau	0.4	0.6	0.4	0.1	0.6	1.3
51	Transports aériens	1.3	1.0	1.6	1.7	--	--
52	Entreposage et services auxiliaires des transports	4.1	3.7	3.6	2.2	6.2	5.9
53	Activités de poste et de courrier	0.5	0.6	0.7	1.0	--	--
55	Hébergement	1.6	2.9	2.0	4.9	--	--
56	Restauration	0.9	1.0	0.8	1.0	1.1	0.9

suite →

suite

		ensemble		étrangères		suisSES	
		établiss.	emplois	établiss.	emplois	établiss.	emplois
58	Édition	0.5	0.2	0.4	0.0	1.1	0.4
59	Prod. de films cinéma., progr. de télévision; édition musicale	0.1	0.1	0.1	0.1	--	--
60	Programmation et diffusion	0.2	0.0	0.3	0.0	--	--
61	Télécommunications	1.7	1.3	1.5	1.1	2.8	1.4
62	Programmation, conseil et autres activités informatiques	5.7	2.6	5.3	2.5	7.3	2.7
63	Services d'information	0.4	0.6	0.5	1.0	--	--
64	Activités des services financiers	13.6	24.8	12.6	20.0	18.1	32.3
65	Assurance	2.0	1.3	1.9	1.2	2.8	1.5
66	Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	7.1	1.7	6.8	1.3	8.5	2.2
68	Activités immobilières	1.0	0.3	0.8	0.2	1.7	0.4
69	Activités juridiques et comptables	3.8	1.7	4.1	2.3	2.3	0.7
70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	7.7	2.8	8.2	3.9	5.6	1.1
71	Activ. d'architecture et d'ingénierie, contrôle et analyses techn.	1.6	1.2	1.3	0.9	2.8	1.6
72	Recherche-développement scientifique	0.4	1.5	0.5	2.5	--	--
73	Publicité et études de marché	1.1	0.3	1.2	0.4	0.6	0.1
74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1.3	0.2	1.6	0.3	--	--
77	Activités de location et location-bail	1.0	0.9	1.2	1.5	--	--
78	Activités liées à l'emploi	1.6	0.4	1.9	0.6	0.6	0.1
79	Activités des agences de voyage et activités connexes	1.6	0.8	1.7	1.1	1.1	0.3
80	Enquêtes et sécurité	0.5	2.6	0.5	1.7	0.6	4.1
81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	1.1	2.0	1.2	3.1	0.6	0.3
82	Activités admin. et autres activités de soutien aux entreprises	0.9	0.3	0.7	0.1	1.7	0.5
85	Enseignement	0.3	0.3	0.4	0.5	--	--
86	Activités pour la santé humaine	0.9	2.0	1.1	3.3	--	--
92	Organisation de jeux de hasard et d'argent	0.1	0.1	0.1	0.2	--	--
93	Activités sportives, récréatives et de loisirs	0.3	0.2	0.4	0.4	--	--
94	Activités des organisations associatives	0.2	0.1	0.3	0.1	--	--
95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	0.2	0.0	0.3	0.1	--	--
96	Autres services personnels	0.1	0.0	0.1	0.0	--	--

Annexe 2 : Valeur ajoutée et PIB⁵⁶

De façon un peu simplifiée, on peut dire que le PIB est une mesure monétaire de la richesse créée, pendant une certaine période, par l'activité de production d'une zone économique donnée. Il peut être estimé selon trois approches distinctes, schématiquement décrites ci-dessous :

- Approche de la *production*

en additionnant les valeurs ajoutées créées par l'ensemble des unités engagées dans une activité productrice ; le plus souvent, la valeur ajoutée est calculée comme la différence entre la valeur des biens et services *produits* et la valeur des biens et services *employés* dans le processus de production.

- Approche de la *dépense*

en calculant la différence entre la valeur des biens et services qui sortent du secteur de la production de la zone économique (pour être consommés par les ménages ou exportés, par exemple) et ceux qui entrent dans le secteur de la production de la zone économique (autrement dit, les biens et services importés).

- Approche des *revenus*

en additionnant la valeur des revenus du travail (salaires, bonus, ...) et du capital (intérêts payés, dividendes, profits, ...) versés par les entreprises de la zone considérée.

Abstraction faite de quelques ajustements, ces trois approches aboutissent à la même valeur du PIB.

La valeur ajoutée est utilisée pour rémunérer les travailleurs (salaires en particulier) et les prêteurs (intérêts en particulier), le solde constituant du profit. Les revenus totaux et la valeur ajoutée totale doivent donc être identiques. Il s'ensuit que l'approche des revenus et l'approche de la production doivent aboutir à la même valeur.

Pour l'estimation d'un PIB cantonal, il n'est pas possible d'adopter l'approche de la dépense, puisqu'elle repose, entre autres, sur des statistiques des flux intercantonaux de biens et services, autrement dit, sur des statistiques portant sur les "exportations" et les "importations" cantonales. Or, dans le cas de la Suisse (et de nombreux autres pays), de telles statistiques n'existent pas.

Il s'ensuit que les PIB cantonaux sont généralement estimés en utilisant l'approche par la production ou celle par les revenus.

⁵⁶ Voir D. Nilles et C. Sfreddo, "Estimation du PIB du canton de Genève", in *Etudes et documents*, Office cantonal de la statistique (OCSTAT), Genève, février 2010.